

# BANQUE CENTRALE DU CONGO



## SITUATION ECONOMIQUE DE LA RDC A FIN SEPTEMBRE 2017

NOVEMBRE 2017

## Banque Centrale du Congo

**Adresse :** 563, Boulevard Colonel Tshatshi  
Kinshasa-Gombe  
République Démocratique du Congo

**Adresse postale :** 2697 Kinshasa 1

**Téléphone :** (243)815556966  
(243)818108009  
(243)815084402

**Site Web:** <http://www.bcc.c>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.

## Table des matières

I. CONTEXTE EXTERIEUR .....	4
II. CONTEXTE INTERIEUR.....	8
II.1. VUE D'ENSEMBLE .....	8
II.2. EVOLUTION DES ACTIVITES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS .....	9
II.2.1 SECTEUR REEL.....	9
II.2.1.1 CROISSANCE ECONOMIQUE.....	9
II.2.1.2. EVOLUTION DES PRIX INTERIEURS .....	13
II.2.2. FINANCES PUBLIQUES .....	14
II.2.2.1. EVOLUTION DES RECETTES PUBLIQUES .....	14
II.2.2.2. EXECUTION DES DEPENSES PUBLIQUES .....	16
II.2.2.3. EVOLUTION DU SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT .....	17
II.2.2.4. SITUATION REELLE DES FINANCES PUBLIQUES A FIN SEPTEMBRE 2017 .....	18
II.2.2.5 EVOLUTION DU PLAN DE TRESORERIE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO .....	19
II.2.3. SECTEUR EXTERIEUR.....	20
II.2.3.1. BALANCE DES PAIEMENTS .....	20
II.2.3.2 LE MARCHÉ DES CHANGES.....	21
II.2.3.3 RESERVES DE CHANGE .....	24
II.2.3.4 SERVICE DE LA DETTE .....	25
II.2.4. SECTEUR MONETAIRE .....	25
II.2.4.1. ETAT DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE .....	26
II.2.4.2. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES .....	27
II.2.4.2.1 BASE MONETAIRE .....	27
II.2.4.2.2 MASSE MONETAIRE.....	28
II.2.4.3. MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE MONETAIRE .....	28
II.2.4.4. MARCHÉ MONETAIRE .....	30
II.2.4.5. EVOLUTION DE L'ACTIVITE BANCAIRE .....	31
III. PERSPECTIVES A COURT TERME DE QUELQUES INDICATEURS MACROECONOMIQUES...	33

## I. CONTEXTE EXTERIEUR

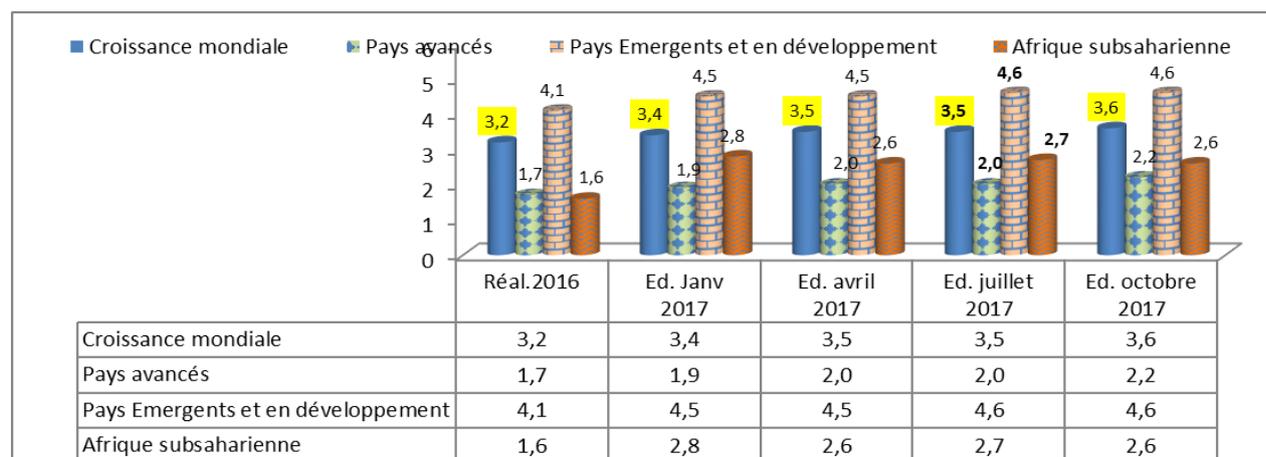
### I.1 Aperçu de l'environnement extérieur

Les développements économiques dans la plupart d'économies avancées, émergentes et en développement révèlent des signes de reprise, confirmant de ce fait les perspectives de l'économie mondiale du FMI, mises à jour en octobre, qui situaient la croissance mondiale en 2017 à 3,6 %, soit une hausse de 0,4 point de pourcentage par rapport au niveau d'activité de l'année précédente. Ce regain de la croissance en 2017 a été principalement boosté par le commerce mondial.

Sur cette base, dans les économies avancées, l'activité économique progresserait également de 0,3 point en 2017 par rapport à l'année précédente, s'établissant à 2,0 %.

Quant aux pays émergents et en développement, ils devraient enregistrer une progression de 0,3 point de pourcentage en 2017 par rapport à 2016, soit à 4,6 %, tenant principalement de l'accélération de l'activité économique en Chine et dans les pays émergents d'Europe. En Afrique subsaharienne, la croissance se hisserait à 2,6 % en 2017, avec des différences considérables d'un pays à l'autre.

#### Graphique 1 : Croissance économique mondiale



Source : Perspectives économiques mondiales du FMI, édition d'octobre 2017

Cependant, en dépit de ce regain de confiance des chefs entreprises quant à l'évolution de la conjoncture économique à court terme, ayant boosté l'économie mondiale, la croissance mondiale demeure exposée à des risques de dégradation à moyen terme. Ainsi, il convient d'épingler les risques liés (i) aux incertitudes considérables qui entourent les politiques économiques, (ii) à l'intensification des conflits et tensions géopolitiques, (iii) à la persistance des niveaux bas d'inflation et ses effets sur la demande intérieure, (iv) la mise en place des mesures protectionnistes, etc.

Dans ce contexte, le FMI exhorte les gouvernements des pays à entreprendre des réformes indispensables susceptibles de réduire les risques de dégradation et accroître la production potentielle et d'améliorer le niveau de vie de population.

Aussi, souligne-t-il la nécessité notamment *(i) d'exécuter les réformes structurelles et de prendre des mesures budgétaires propices à la croissance et à la productivité, (ii) de maintenir une politique monétaire accommodante, pour les pays avancés, (iii) d'aligner les politiques budgétaires sur les réformes structurelles, en tirant parti des conditions cycliques favorables et (iv) d'améliorer la gouvernance et les climats des investissements pour les pays émergents et en développement.*

## I.2. Cours des produits de base intéressant l'économie congolaise

En septembre 2017, les cours des principaux produits intéressant l'économie congolaise ont observé globalement une tendance haussière par rapport à décembre 2016.

### I.2.1 Produits énergétiques et miniers

Les prix des matières premières d'origine énergétique et minière se sont inscrits en hausse comme l'indique le tableau ci-dessous.

**Tableau 1 : Cours moyens mensuels des principaux produits énergétiques et miniers**

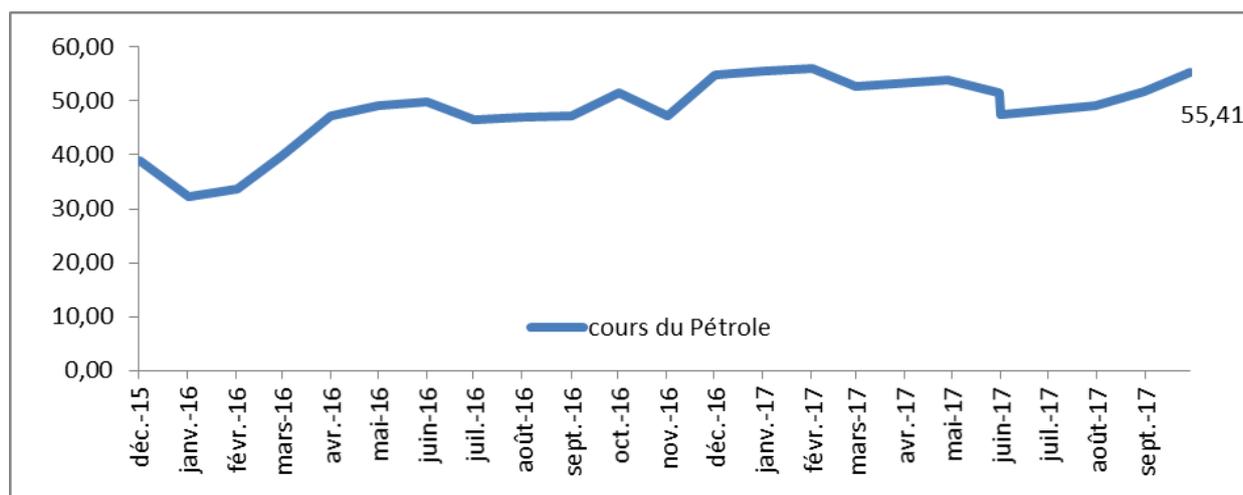
	déc-15	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17
<b>Pétrole (brent) \$/baril</b>	38,89	54,97	55,62	56,04	52,67	53,99	51,49	47,58	49,19	51,87	55,41
variation (en %)		41,35	1,19	1,95	-4,19	-1,78	-6,32	-13,45	-10,51	-5,64	0,81
<b>Cuivre LME \$/tm</b>	4 628,00	5 669,19	5 706,68	5 939,90	5 824,52	5 704,03	5 597,83	5 682,73	5 957,64	6 465,07	6 595,52
variation (en %)		22,50	0,66	4,78	2,74	0,61	-1,26	0,24	5,09	14,04	16,34
<b>Cobalt Londres \$/tonne</b>	22 569,34	29 184,23	31 336,54	38 785,87	47 523,75	54 194,26	58 978,79	60 029,10	61 547,36	65 121,41	65 950,80
variation (en %)		29,31	7,37	32,90	62,84	85,70	102,09	105,69	110,89	123,14	125,98
<b>Or New York \$/o.t.</b>	1 069,99	1 151,47	1 191,23	1 232,45	1 231,15	1 269,86	1 246,47	1 261,98	1 235,94	1 281,83	1 317,19
variation (en %)		7,62	3,45	7,03	6,92	10,28	8,25	9,60	7,34	11,32	14,39

Source : BCC sur base des données de « Les Echos »

#### ✓ Pétrole

En septembre, le cours du pétrole (Brent) s'est établi en moyenne à 55,41 USD le baril, soit une progression de 0,81 % par rapport à fin décembre 2016. En glissement annuel, il est noté un rebond de 17,19 %. L'évolution du cours de pétrole entre 2016 et 2017, a été influencée principalement par l'accord signé entre les pays membres de l'OPEP pour limiter l'offre mondiale. Au cours de l'année 2017, ces grands producteurs se sont réunis à plusieurs reprises pour passer en revue leur accord de limitation de la production prévue jusqu'en mars 2018 en vue de redresser le prix du baril.

**Graphique 2 : Evolution du cours moyen du pétrole 2016-2017 (USD le baril)**



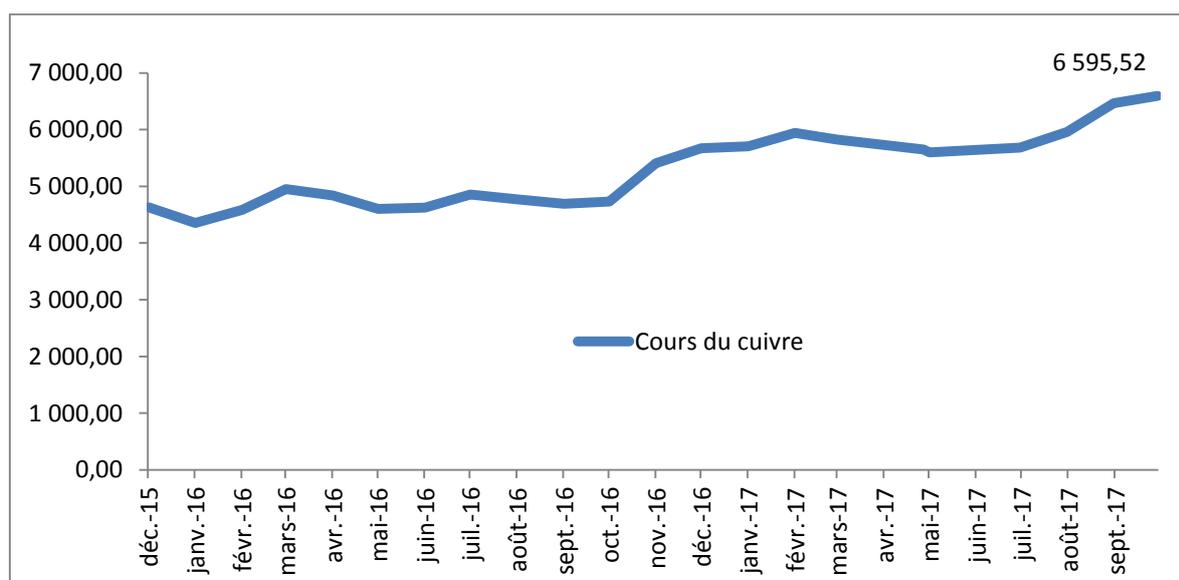
Source : BCC sur base des données de « Les Echos »

### ✓ Cuivre

En septembre 2017, le cours du cuivre s'est fixé en moyenne à 6.595,52 USD la tonne contre 4.689,72 USD à la période correspondante de 2016, soit une hausse de 40,64 %. Cette hausse s'expliquerait principalement par la vigueur de l'économie chinoise, première consommatrice mondiale du métal rouge, dans un contexte d'affaiblissement de la monnaie américaine.

L'économie chinoise a connu une progression remarquable au deuxième trimestre, dépassant les attentes du marché. Pour le Fonds monétaire international, la croissance annuelle moyenne de la Chine devrait se maintenir à moyen terme. Ceci est susceptible de contribuer à la consolidation du cours du cuivre sur le marché.

**Graphique 3 : Evolution du cours moyen du cuivre 2016-2017 (USD/tonne)**



Source : BCC sur base des données de « Les Echos »

Aussi, le rebond observé tient au fait que le dollar américain est resté à des niveaux bas, et ce, en dépit de grandes tensions géopolitiques observées. En effet, la faiblesse du dollar a permis une prime de change en faveur des investisseurs utilisant d'autres devises, offrant ainsi à ces derniers de marges supplémentaires pour se procurer le cuivre à bon compte. En effet, le dollar américain est la monnaie de référence sur les marchés des métaux.

### ✓ Or et Cobalt

En ce qui concerne les cours de l'or et du cobalt, ils se sont fixés respectivement à 1.317,19 USD l'once et 65.950,80 USD la tonne, soit des accroissements de 14,4 % et 126,0 % par rapport à leurs prix de décembre dernier. La progression du cours de l'or est due notamment à la dépréciation du dollar américain face aux autres devises fortes tandis que le recours historique battu par le cours du cobalt tient à la forte demande en provenance de l'industrie automobile hybride.

### I.2.2 Produits agricoles

Par rapport à fin décembre 2016, les cours du blé et du maïs au mois de septembre 2017 ont connu de hausses de 11,2 % et 4,3 % respectivement sur le marché de Chicago.

**Tableau 2 : Cours moyens des principaux produits agricoles**

	déc-15	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17
<i>Riz Chicago Cts/lb</i>	11,12	9,57	9,68	9,44	9,65	9,89	10,45	11,27	11,89	12,31	12,47
<i>variation (en %)</i>		-13,90	1,08	-1,38	0,80	3,30	9,12	17,75	24,16	28,59	30,25
<i>Blé Chicago cts/boisseau</i>	472,63	398,78	423,06	437,61	428,06	420,33	430,68	453,89	523,77	455,37	443,23
<i>variation (en %)</i>		-15,62	6,09	9,74	7,34	5,40	8,00	13,82	31,34	14,19	11,15
<i>Maïs Chicago \$/tonne</i>	135,65	122,96	132,72	135,73	135,21	136,18	136,23	136,84	139,40	129,71	128,18
<i>variation (en %)</i>		-9,36	7,94	10,39	9,97	10,75	10,79	11,29	13,38	5,49	4,25

Source : BCC sur base des données de « Les Echos »

Les tendances ainsi observées restent liées aux conditions météorologiques et à la sécheresse dans des zones de production. Ainsi, en moyenne, le prix du blé s'est établi à 443,23 Cts/boisseau et celui du maïs à 128,18 USD la tonne.

## II. CONTEXTE INTERIEUR

### II.1. VUE D'ENSEMBLE

Le contexte économique intérieur, à fin septembre 2017, reste globalement marqué par des déséquilibres macroéconomiques, attestés par des tensions sur les marchés des biens et services et des changes.

Au regard des réalisations de la production à fin juin 2017, les estimations faites par la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN) font état d'un taux de croissance de 3,2 % en 2017 contre une prévision initiale de 3,1 % et une réalisation de 2,4 % en 2016.

Sur le marché des biens et services, le taux d'inflation cumulé à fin septembre 2017, s'est situé à 37,75 % contre 2,26 %. En glissement annuel se situe à 48,28 % contre un objectif annuel de 7,0 %.

Le cumul des opérations financières de l'Etat à fin août 2016 présente un excédent de 69,4 milliards de CDF contre un déficit programmé de 37,9 milliards.

Quant au comportement du marché des changes au cours de la période sous revue, il s'est observé une forte dépréciation de la monnaie nationale sur les deux segments. En effet, à fin septembre, le franc congolais s'est déprécié de 22,5 % et 19,8 %, respectivement à l'interbancaire et au parallèle par rapport à fin décembre 2016.

A fin septembre, l'exécution du budget en devises s'est soldée par une consommation annuelle des devises de 177,4 millions de USD, ramenant ainsi le niveau des réserves de change à 668,03 millions de USD, soit 2,93 semaines d'importations des biens et services.

S'agissant de la situation monétaire, elle est restée marquée par la mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive via deux relèvements du taux directeur. Dans ce contexte, à fin août 2017, seule la base monétaire au sens strict a été contenue en deçà de son niveau programmé tandis que les autres objectifs de la politique monétaire, à savoir le taux d'inflation et la masse monétaire hors provisions et dépôts en devises, ont été largement au-dessus de leurs cibles respectives.

## II.2. EVOLUTION DES ACTIVITES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

### II.2.1 SECTEUR REEL

#### II.2.1.1 Croissance économique

Sur base des données de réalisation des productions à fin juin, le taux de croissance économique en 2017 devrait se situer à 3,2 % contre une estimation de 3,1 % au mois de mars de l'année en cours et une réalisation de 2,4 % en 2016.

##### a. Analyse de la croissance suivant l'approche de l'offre

Le secteur primaire serait le principal moteur de la croissance avec une contribution de 1,79 point de pourcentage. Le poids de ce secteur dans la croissance tient principalement au bon comportement de la branche « Extraction » dont la contribution à la croissance a atteint 1,51 point à la faveur de l'augmentation de la production de principaux produits miniers, consécutive à la reprise des cours mondiaux des matières premières.

Le secteur secondaire viendrait en deuxième position, avec une contribution de 1,27 point de croissance, liée au bon comportement des branches « Bâtiment & travaux publics » et « Industries Manufacturières », lesquelles ont affiché des contributions respectives de 0,54 et 0,69 point, à la suite de la prise en compte de la production de deux nouvelles cimenteries récemment entrées en phase de production.

Tableau 3 : Evolution du PIB et de ses composantes (en milliard de CDF constants)

BRANCHES D'ACTIVITES	2015	2016	fin juin 2017	2015		2016		2017	
				variatio n %	en point de %	variatio n %	en point de %	variatio n %	en point de %
<b>Secteur primaire</b>	<b>4564,2</b>	<b>4603,7</b>	<b>4801,1</b>	<b>4,7</b>	<b>2,05</b>	<b>0,9</b>	<b>0,37</b>	<b>4,3</b>	<b>1,79</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1780,0	1838,0	1868,3	4,7	0,78	3,3	0,54	1,6	0,27
Agriculture vivrière	1699,1	1751,8	1782,2	4,6	0,73	3,1	0,49	1,7	0,27
rente	1673,6	1724,8	1754,1	4,5	0,72	3,1	0,48	1,7	0,27
syviculture	25,6	27,0	28,0	5,5	0,01	5,7	0,01	3,8	0,01
élevage, pêche et chasse	77,8	83,0	82,9	6,7	0,05	6,7	0,05	-0,1	0,00
Extraction	3,1	3,2	3,2	7,5	0,00	3,0	0,00	1,6	0,00
Extraction	2784,1	2765,6	2932,8	4,8	1,26	-0,7	-0,17	6,0	1,51
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1672,8</b>	<b>1713,4</b>	<b>1853,8</b>	<b>7,8</b>	<b>1,20</b>	<b>2,4</b>	<b>0,38</b>	<b>8,2</b>	<b>1,27</b>
Industries manufacturières	1237,9	1344,9	1421,5	13,7	1,48	8,6	0,99	5,7	0,69
Industries alimentaires, boissons et tabac	1044,7	1142,1	1156,2	13,2	1,21	9,3	0,90	1,2	0,13
Autres industries manufacturières	193,1	202,7	265,4	16,7	0,27	5,0	0,09	30,9	0,57
Electricité, gaz, vapeur et eau	64,7	70,8	74,4	-4,5	-0,03	9,3	0,06	5,1	0,03
Bâtiment et travaux publics	370,2	297,7	357,9	-6,4	-0,25	-19,6	-0,67	20,2	0,54
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>4232,9</b>	<b>4421,3</b>	<b>4532,5</b>	<b>9,1</b>	<b>3,49</b>	<b>4,5</b>	<b>1,75</b>	<b>2,5</b>	<b>1,01</b>
Transports et Télécommunications	1339,1	1386,1	1408,3	9,7	1,18	3,5	0,44	1,6	0,20
Transports	761,9	809,5	837,2	9,9	0,68	6,3	0,44	3,4	0,25
Télécommunications	577,2	576,6	571,0	9,6	0,50	-0,1	-0,01	-1,0	-0,05
Commerce	1569,0	1669,7	1728,6	10,8	1,52	6,4	0,93	3,5	0,53
Autres services hors adm. publique	997,4	1028,1	1062,0	7,7	0,71	3,1	0,28	3,3	0,31
Banques et assurances	145,7	156,8	156,8	8,2	0,11	7,6	0,10	0,0	0,00
Autres services	851,7	871,3	905,3	7,6	0,60	2,3	0,18	3,9	0,31
Services d'administration publique	397,1	412,5	408,6	3,7	0,14	3,9	0,14	-0,9	-0,03
Education	11,4	11,8	12,1	8,4	0,01	4,2	0,00	1,9	0,00
santé	1,6	1,7	1,8	6,1	0,00	6,8	0,00	3,4	0,00
Autres services non marchands	384,1	398,9	394,8	3,6	0,13	3,9	0,14	-1,0	-0,04
SIFIM	-69,7	-75,0	-75,0	8,2	-0,05	7,6	-0,05	0,0	0,00
<b>PIB au prix de base</b>	<b>10469,8</b>	<b>10738,3</b>	<b>11187,4</b>	<b>7,0</b>	<b>6,74</b>	<b>2,6</b>	<b>2,49</b>	<b>4,2</b>	<b>4,06</b>
Taxes sur les produits	321,1	311,5	215,4	5,8	0,17	-3,0	-0,09	-30,8	-0,87
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>10790,9</b>	<b>11049,8</b>	<b>11402,9</b>	<b>6,9</b>	<b>6,92</b>	<b>2,4</b>	<b>2,40</b>	<b>3,2</b>	<b>3,20</b>
<b>PIB (hors mines) aux prix constants du marcé</b>	<b>8006,7</b>	<b>8284,2</b>	<b>8470,1</b>	<b>7,7</b>	<b>5,65</b>	<b>3,5</b>	<b>3,46</b>	<b>2,2</b>	<b>2,24</b>

Source : CESCEN.

Quant au secteur tertiaire, sa contribution à la croissance de 1,01 point serait en léger recul de 0,74 point comparativement à l'année précédente. Cette situation serait consécutive principalement à la baisse observée dans la contribution des branches « Télécommunication » et « service d'administration publique » dont les contributions à la croissance s'établiraient respectivement à -0,05 et -0,03 point de croissance.

#### b. Analyse de la croissance suivant l'approche de la dépense

Selon cette approche, c'est la demande intérieure qui soutiendrait la croissance en 2017, avec une contribution de 2,79 points contre 1,00 point en 2016. Le dynamisme de la demande intérieure en 2017 tient principalement à la consommation privée dont la contribution à la croissance serait de 1,75 point venant de 1,86 point une année plus tôt.

En ce qui concerne les investissements bruts, ils connaîtraient une amélioration en 2017 contre une contribution quasi négative en 2016, soit respectivement 2,02 points contre -0,09 point. Cette évolution favorable n'aurait pas bénéficié d'une contribution positive des investissements publics dont la contribution restée négative à -0,23 point contre -0,29 point en 2016.

Tableau 4 : Projection de la croissance du PIB suivant l'approche par la demande (en milliards de CDF, au prix de 2005 sauf indication contraire)

	2015	2016	fin juin 2017	2015		2016		fin juin 2017	
				Variation en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en pts
<b>Demande intérieure</b>	<b>12556,8</b>	<b>12664,3</b>	<b>12972,5</b>	<b>2,0</b>	<b>2,45</b>	<b>0,9</b>	<b>1,00</b>	<b>2,4</b>	<b>2,79</b>
<b>Consommation</b>	<b>9635,9</b>	<b>9753,5</b>	<b>9838,3</b>	<b>6,1</b>	<b>5,46</b>	<b>1,2</b>	<b>1,09</b>	<b>0,9</b>	<b>0,77</b>
Publique	1346,2	1263,5	1154,4	2,6	0,34	-6,1	-0,77	-8,6	-0,99
Privée	8289,7	8490,0	8683,9	6,7	5,12	2,4	1,86	2,3	1,75
<b>Investissements bruts</b>	<b>2920,9</b>	<b>2910,8</b>	<b>3134,2</b>	<b>-9,4</b>	<b>-3,01</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,09</b>	<b>7,7</b>	<b>2,02</b>
<b>FBCF</b>	<b>2920,9</b>	<b>2910,8</b>	<b>3134,2</b>	<b>-9,4</b>	<b>-3,01</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,09</b>	<b>7,7</b>	<b>2,02</b>
Publique	457,2	425,5	400,1	-43,3	-3,46	-6,9	-0,29	-6,0	-0,23
Privée	2463,7	2485,4	2734,0	1,9	0,45	0,9	0,20	10,0	2,25
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	-	0,00	-	0,00	-	0,00
<b>Demande extérieur nette</b>	<b>-1765,9</b>	<b>-1614,5</b>	<b>-1569,6</b>	<b>-20,3</b>	<b>4,47</b>	<b>-8,6</b>	<b>1,40</b>	<b>-2,8</b>	<b>0,41</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>3028,3</b>	<b>3001,8</b>	<b>3190,7</b>	<b>4,1</b>	<b>1,18</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,25</b>	<b>6,3</b>	<b>1,71</b>
Exportations des biens	2969,2	2953,3	3135,4	4,8	1,35	-0,5	-0,15	6,2	1,65
Produits miniers	2574,9	2557,8	2724,9	5,4	1,30	-0,7	-0,16	6,5	1,51
Autres produits	394,3	395,5	410,5	1,2	0,05	0,3	0,01	3,8	0,14
Exportations des services	59,1	48,5	55,3	-22,0	-0,17	-18,0	-0,10	14,0	0,06
<b>Importations de biens et services</b>	<b>4794,2</b>	<b>4616,3</b>	<b>4760,3</b>	<b>-6,5</b>	<b>-3,29</b>	<b>-3,7</b>	<b>-1,65</b>	<b>3,1</b>	<b>1,30</b>
Importations des biens	4028,2	3735,5	3776,7	-2,1	-0,84	-7,3	-2,71	1,1	0,37
Consommations	814,9	1006,2	1019,0	8,1	0,61	23,5	1,77	1,3	0,12
Equipements	1685,8	1715,5	1847,1	-9,3	-1,72	1,8	0,27	7,7	1,19
Intermédiaires	1527,4	1013,9	910,6	1,9	0,28	-33,6	-4,76	-10,2	-0,93
Importations des services	766,1	880,8	983,6	-24,4	-2,45	15,0	1,06	11,7	0,93
<b>PIB (Emplois)</b>	<b>10790,88</b>	<b>11049,8</b>	<b>11402,9</b>	<b>6,9</b>	<b>6,92</b>	<b>2,4</b>	<b>2,40</b>	<b>3,2</b>	<b>3,20</b>

Source : CESCEN.

Quant aux échanges extérieurs, les statistiques disponibles renseignent une contribution de 0,41 point en 2017 revenant de 1,40 point en 2016. Son apport s'expliquerait principalement par le bon comportement des exportations minières contre un niveau des importations relativement en hausse.

## ❖ Evolution de l'activité dans les branches de production

### 1. Production minière et des hydrocarbures

A fin septembre 2017, les statistiques provisoires disponibles renseignent que le secteur extractif est demeuré globalement dynamique, profitant notamment de la reprise des cours mondiaux de certains produits phares ainsi que de l'entrée en production de certaines entreprises. Cette évolution est corroborée par les volumes des principaux produits dont l'indice de production s'est accru de 18,5 % durant la période sous analyse.

#### a. Cuivre et produits dérivés

A fin septembre, la production du cuivre et de ses dérivés s'est améliorée par rapport à celle de la période correspondante de 2016. En effet, la production totale de cuivre de la Gécamines et de ses partenaires s'est établie à 830.716,0 tonnes contre 760.191,0 tonnes l'année dernière, renseignant ainsi une augmentation de la production de 9,3 %.

S'agissant de la production du cobalt, elle s'est accrue de 18,0 %, se chiffrant à 59.303,0 tonnes et celle du zinc de 48,3 %, s'établissant à 13.040,8 tonnes.

#### b. Diamant

La production de diamant a connu également une augmentation de 13,3 % à fin septembre 2017, se situant à 13.168,3 milliers de carats contre 11.625,2 milliers à la même période de 2016.

#### c. Or

Le niveau de la production s'est élevé à 23.251,3 kilos à fin septembre 2017, soit une progression de 5,7 % par rapport à la même période de 2016. Ce bon comportement est consécutif à l'extension des activités d'un grand producteur du secteur.

#### d. Pétrole brut

A fin septembre 2017, la production du brut s'est chiffrée à 5,7 millions de baril contre 6,0 millions, soit une régression de 4,8 %. Cette situation résulte des contraintes liées au renouvellement de contrat d'une entreprise du secteur et l'utilisation des méthodes assistées.

### 2. Production manufacturière

Les activités de manufactures ont renseigné globalement des évolutions divergentes. Certaines branches continuent à être affectées par la vétusté du tissu industriel et du problème récurrent de fourniture en énergie.

### **a. Ciment**

La production de ciment indique une augmentation de 63,3 % à fin septembre 2017 en rapport avec le dynamisme observé dans la branche « Bâtiments et Travaux Publics ». En effet, la production du ciment s'est établie à 311.603,8 tonnes contre 185.147,9 tonnes en 2016. Cette évolution est imputable à la relance de la production de la CILU, ainsi qu'à l'entrée en production de deux nouvelles cimenteries.

### **b. Farine de froment**

Le volume de production de la farine de froment, à fin septembre, a quasiment stagné, se situant à 179.935,8 tonnes. Ce comportement est expliqué par le problème de concurrence de ce produit face aux produits similaires importés.

### **c. Boissons**

Les productions des boissons alcoolisées et non alcoolisées à fin septembre 2017, ont enregistré globalement des évolutions négatives. En effet, le volume des boissons alcoolisées s'est situé à 3,50 millions d'hectolitres contre 3,52 millions, soit une baisse de 0,7 %. Parallèlement, le volume de production des boissons non alcoolisées a enregistré une baisse de 1,2 %, se situant à 1.599,0 millions d'hectolitres venant de 1.617,9 millions une année plus tôt. Cette situation est consécutive à la fermeture de certaines branches de production d'une grande firme du secteur.

## **3. Production énergétique**

### **a. Eau et électricité**

Les activités de cette branche ont enregistré des évolutions divergentes en 2017. Le volume de production d'eau potable a renseigné une baisse de 3,4 %, se situant à 236,6 millions de m<sup>3</sup> à fin septembre 2017 contre 245,1 millions à la période correspondante de 2016. Ce comportement fait suite à l'exécution des travaux de maintenance dans certains ouvrages de production.

Par contre, le volume de production d'électricité s'est accru de 6,2 %, s'établissant à 6,9 millions de Kwh à fin septembre 2017 après 6,6 millions l'année précédente.

## **4. Production agro-industrielle**

A fin septembre 2017, l'activité agricole a enregistré des évolutions mitigées dans l'ensemble des produits exportés. Les productions de bois sciés, l'huile de palme, ont enregistré des augmentations respectives de 3,8 % et 2,1 %. Quant à la production du café, de l'huile palmiste et du caoutchouc, elle a régressé respectivement de 33,0 %, 1,6 % et 0,1 %.

## II.2.1.2. Evolution des prix intérieurs

### a. Inflation globale

Aux neuf premiers mois de l'année, le rythme de formation des prix intérieurs s'est accéléré sur le marché des biens et services. En cumul annuel, l'inflation a atteint 37,75 % contre 2,26 % à la période correspondante de 2016. En glissement annuel, l'inflation atteindrait 48,28 % contre un objectif annuel de 7,0 %.

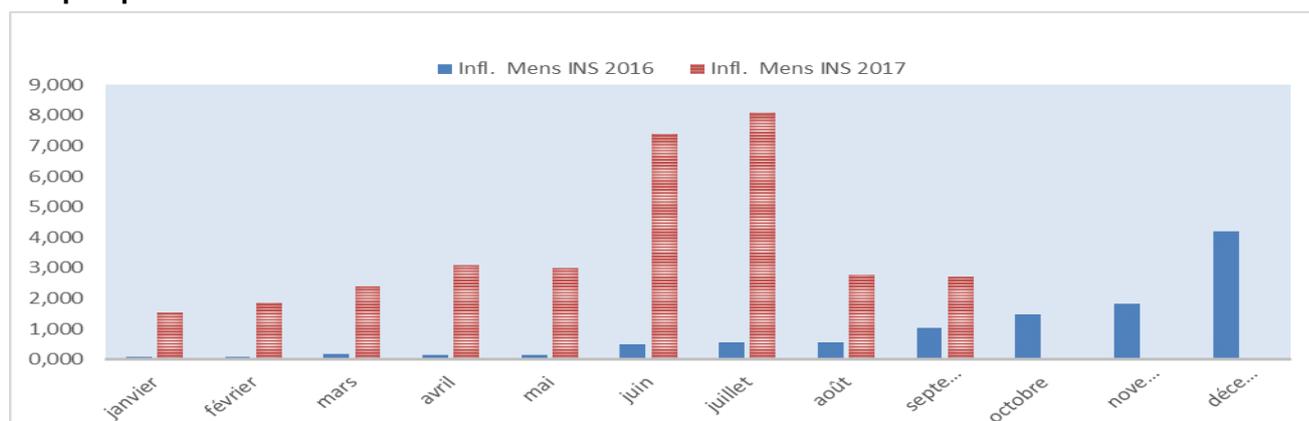
**Tableau 5 : Evolution des taux d'inflation mensuels 2016 et 2017 en %**

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Infl. Mens INS 2016	0,079	0,097	0,163	0,151	0,133	0,486	0,564	0,570	1,046	1,471	1,817	4,194
Infl. Mens INS 2017	1,524	1,862	2,397	3,095	3,000	7,399	8,079	2,764	2,698			

Source : INS

Sur base mensuelle, des niveaux élevés d'inflation ont été observés entre avril et juillet 2017, atteignant un pic de 8,1 % à la suite principalement de la forte dépréciation du franc congolais au cours de cette période.

**Graphique 4 : Evolution des taux d'inflation mensuels 2016 et 2017**



Source : INS

A la suite des mesures d'austérité budgétaire sur fond d'un accompagnement de la BCC, les tendances observées ci-haut se sont estompées aux mois d'août et de septembre, où il a été noté une tendance à la désinflation. En effet, au cours de ces deux derniers mois, le taux d'inflation mensuel s'est situé respectivement à 2,76 % et 2,69 %, en raison de la contraction de la liquidité sur le marché.

## II.2.2. FINANCES PUBLIQUES

La gestion des Finances Publiques a été conduite dans un contexte caractérisé par la dépréciation de la monnaie nationale contribuant à alimenter l'inflation. Cette situation a impacté négativement les recettes publiques en termes réels, comparativement à la période correspondante de 2016, en dépit de l'illusion monétaire notée à travers une hausse nominale des recettes publiques en monnaie nationale.

A fin août 2017, l'exécution du Plan de trésorerie du secteur public, intégrant l'amortissement de la dette, s'est clôturée par un excédent de 69,4 milliards de CDF, résultant des recettes de 2.718,9 milliards et des dépenses de 2.649,5 milliards. La situation financière de l'Etat serait très préoccupante n'eût été la décision prise par le Gouvernement à fin juillet d'aligner les dépenses sur base des recettes réellement encaissées, traduisant ainsi une gestion sur base caisse.

**Tableau 6 : Opérations financières de l'Etat en cumul annuel fin août 2016 et 2017 (en milliards de CDF)**

RUBRIQUES	CUMUL AOÛT	CUMUL AOÛT 2017			VARIATION EN % 2017/2016
	2 016	Program.	Réalisation	Exéc.en %	
Total revenus et dons	2 380,8	2 442,4	2 718,9	111,3	14,2
Total dépenses (intégr.lam.det.)	2 629,1	2 404,5	2 649,5	110,2	0,8
Solde	- 248,3	37,9	69,4	183,2	128,0

Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

Ainsi, en glissement annuel, le solde des opérations financières de l'Etat aurait connu une nette amélioration, basculant d'un déficit de 248,3 milliards de CDF à un excédent de 69,4 milliards à fin août 2017, bien que cette évolution occulte une autre réalité observée en infra-mensuel.

### II.2.2.1. Evolution des recettes publiques

A fin août 2017, les recettes publiques se sont chiffrées à 2.718,9 milliards de CDF, soit un accroissement de 14,2 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Comparées à leurs prévisions, les réalisations de recettes par poste renseignent des plus-values dans toutes les rubriques. Les taux de mobilisation des régies financières ont été de 107,5 %, 108,3 % et 115,2 % respectivement pour la DGDA, la DGI et la DGRAD. Quant à la rubrique « Pétroliers producteurs », elle a enregistré un dépassement de 25,3 %. Il va de soi que dans un contexte de faible mobilisation globale des recettes, de tels « exploits » suggèrent naturellement une sous-estimation des prévisions.

La structure des recettes cumulées à fin août 2017, a été caractérisée par la prépondérance des recettes fiscales, provenant de la DGI et de la DGDA qui ont représenté respectivement 46,0 % et 31,9 % du total des recettes mobilisées.

S'agissant des recettes encadrées par la DGRAD, elles ont atteint 16,5 % de l'ensemble des recettes. Les autres rubriques, à savoir les « pétroliers producteurs » et les « autres recettes » ont contribué à concurrence de 4,0 % et 1,6 % comme l'indique le tableau ci-dessous.

**Tableau 7 : Recettes publiques (en milliards de CDF, sauf indication contraire)**

RUBRIQUES	CUMUL AOÛT	CUMUL AOÛT 2017			STRUCTURE DE RECETTES EN %	VARIATION EN % 2017/2016
	2 016	Program.	Réalisation	Exéc.en %		
Douanes et accises (DGDA)	964,8	807,6	868,0	107,5	31,9	- 10,0
Impôts directs et indirect (DGI)	1 035,8	1 154,6	1 250,8	108,3	46,0	20,8
Recettes non fiscales (DGRAD)	304,0	390,3	449,7	115,2	16,5	48,0
Pétroliers Producteurs	42,4	86,4	108,3	125,3	4,0	155,5
Dons et autres	33,9	3,5	42,1	1 207,7	1,6	24,4
<b>RECETTES TOT. ET DONNS</b>	<b>2 380,8</b>	<b>2 442,4</b>	<b>2 718,9</b>	<b>111,3</b>	<b>100,0</b>	<b>14,2</b>

Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

#### ❖ Evolution des recettes de janvier à août 2017

L'évolution mensuelle indique une mobilisation moyenne de 339,9 milliards de CDF contre 297,6 milliards à la période correspondante de 2016. A l'instar des années précédentes, il s'est observé une mobilisation accrue des recettes en avril et juillet, mois d'échéances fiscales, par rapport au reste des mois.

**Tableau 8 : Evolution des recettes en 2017 (en milliards de CDF)**

PERIODES	1ère semaine	2ème semaine	3ème semaine	4ème semaine	5ème semaine	TOTAL
Janvier	2,2	48,4	76,2	85,5	109,6	321,8
Février	1,0	24,5	73,7	91,9	82,4	273,5
Mars	2,0	19,6	95,0	75,0	142,7	334,3
Avril	6,6	35,2	134,4	47,0	172,3	395,5
Mai	6,2	34,7	105,6	53,9	103,4	303,7
Juin	-	21,4	76,2	96,4	114,0	308,0
Juillet	11,9	58,4	156,5	82,8	151,9	461,6
Août	1,1	20,2	139,9	66,5	92,8	320,6
Septembre (1)	17,5	65,3	106,4	83,6	21,6	294,4

Source : BCC sur base des statistiques du PTR du secteur public produites par la DTO/Ministère des Finances

(1) : à titre indicatif ( non intégré dans les commentaires)

L'analyse de l'évolution hebdomadaire des recettes indique que celles-ci sont toujours plus importantes à la dernière semaine du mois avec des niveaux moyens dépassant les 110,1 milliards. Par contre, à la première semaine, le niveau de mobilisation moyen est de 5,4 milliards de CDF. Cette situation se justifie notamment par les échéances de paiement de certains impôts, droits, taxes et redevances dus à l'Etat.

## II.2.2.2. Exécution des dépenses publiques

Les dépenses publiques, en cumul annuel à fin août, intégrant l'amortissement, se sont établies à 2.649,5 milliards de CDF, soit un taux d'exécution de 110,2 % rapportées à leur programmation. En glissement annuel, elles ont connu une légère hausse de 0,8 %.

La structure des dépenses reste dominée par les dépenses courantes qui ont représenté 81,9 % alors que les dépenses en capital n'ont représenté que 3,6 % du total de dépenses. L'enveloppe allouée aux salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat a représenté 60,5 % des dépenses courantes et 49,5 % du total des dépenses. Quant à la rubrique « Autres dépenses », dont 58,6 % ont été consacrés à la CENI, elle a représenté 10,8 % de l'ensemble des dépenses intégrant l'amortissement de la dette.

**Tableau 9 : Dépenses de l'Etat en 2016 et 2017 (en milliards de CDF, sauf indication contraire)**

RUBRIQUES	CUMUL AOÛT	CUMUL AOÛT 2017			STRUCTURE DE DEPENSES EN %	VARIATION EN % 2017/2016
	2 016	Program.	Réalisation	Exéc.en %		
Dépenses courantes	2 243,2	1 937,6	2 169,2	112,0	81,9	- 3,3
*Intérêt sur la dette	63,9	81,9	86,4	105,6	3,3	35,2
- dont dette extérieure	10,6	19,9	15,2	76,4	0,6	44,0
Dépenses en capital	120,6	48,6	95,2	196,0	3,6	- 21,1
Amortissements de la dette	97,7	98,8	98,6	99,7	3,7	0,9
Autres dépenses	167,5	319,5	286,5	89,7	10,8	71,0
<b>Total dépenses (int.amort.det.)</b>	<b>2 629,1</b>	<b>2 404,5</b>	<b>2 649,5</b>	<b>110,2</b>	<b>100,0</b>	<b>0,8</b>

Source : BCC sur base des statistiques du PTR du secteur public produites par la DTO/Ministère des Finances

### ❖ Evolution des dépenses de janvier à août 2017

Au cours de cette période, l'évolution mensuelle indique une exécution moyenne des dépenses de 331,2 milliards de CDF contre 328,6 milliards à la période correspondante de 2016, avec un pic de 389,3 milliards de CDF réalisé au mois d'avril.

Contrairement à l'évolution hebdomadaire des recettes, les niveaux importants des dépenses publiques sont exécutés aux trois premières semaines du mois au moment où le Trésor ne dispose pas de ressources. Cette divergence des profils des recettes et dépenses explique le financement monétaire du déficit public eu égard à l'absence d'un marché des titres de dette publique.

Toutefois, une tendance particulière est notée aux mois d'août et septembre où l'Etat a effectué des dépenses importantes de 101,3 milliards de CDF et 90,3 milliards à la quatrième et cinquième semaine, en raison des paiements des arriérés de salaire des agents et fonctionnaires de l'Etat du mois de juillet.

**Tableau 10 : Evolution des dépenses en 2017 (en milliards de CDF)**

PERIODES	1ère semaine	2ème semaine	3ème semaine	4ème semaine	5ème semaine	TOTAL
Janvier	29,3	88,5	92,3	27,0	55,7	292,7
Février	14,0	27,6	124,0	85,2	19,3	270,1
Mars	30,4	73,0	203,3	19,7	6,5	333,0
Avril	36,1	104,2	163,1	80,7	5,1	389,3
Mai	25,2	123,6	133,4	42,4	14,5	339,0
Juin	19,3	104,0	173,0	60,3	28,8	385,4
Juillet	71,2	140,1	38,4	26,8	6,4	282,9
Août	11,3	70,1	84,0	101,3	90,3	357,0
Septembre(1)	47,5	36,8	110,5	97,1	6,4	298,2

Source : BCC sur base des statistiques du PTR du secteur public produites par la DTO/Ministère des Finances

(1) : à titre indicatif ( non intégré dans les commentaires)

### II.2.2.3. Evolution du solde des opérations financières de l'Etat

A fin août 2017, la situation financière de l'Etat a été excédentaire de 69,4 milliards de CDF contre un déficit de 248,3 milliards à la période correspondante de 2016. En rythme mensuel, le Trésor n'a enregistré qu'un seul excédent viable, en juillet 2017, à la faveur de l'échéance fiscale. Sur le reste de la période, il est noté davantage des déficits que de faibles marges.

**Tableau n° 11 : Evolution hebdomadaire des soldes des opérations financières de l'Etat (en milliards de CDF)**

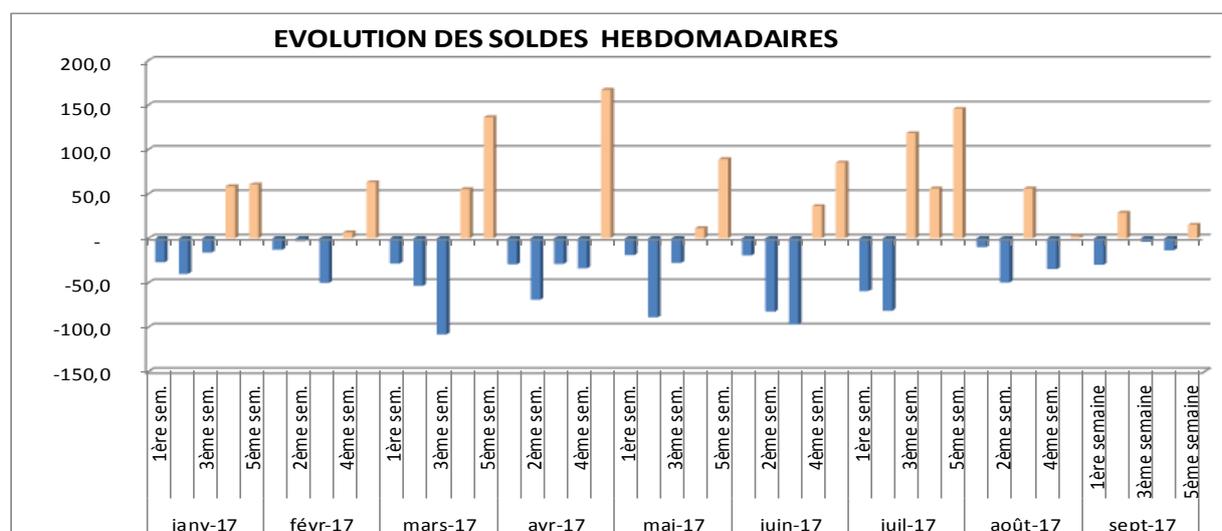
PERIODES	1ère semaine	2ème semaine	3ème semaine	4ème semaine	5ème semaine	TOTAL
Janvier	- 27,1	- 40,0	- 16,1	58,5	53,9	29,2
Février	- 13,0	- 3,1	- 50,3	6,7	63,1	3,3
Mars	- 28,5	- 53,4	- 108,3	55,2	136,2	1,3
Avril	- 29,5	- 69,0	- 28,8	- 33,7	167,2	6,2
Mai	- 19,0	- 88,9	- 27,8	11,5	88,9	- 35,3
Juin	- 19,3	- 82,6	- 96,8	36,1	85,2	- 77,5
Juillet	- 59,4	- 81,6	118,2	56,0	145,5	178,6
Août	- 10,2	- 49,9	55,9	- 34,8	2,6	- 36,3
Sep (1)	- 29,9	28,6	- 4,1	- 13,4	15,1	- 3,8

Sources : BCC sur base de données de la DTO/Ministère de Finances.

(1) : à titre indicatif ( non intégré dans les commentaires)

En rythme hebdomadaire, la tendance reste marquée par des déficits chroniques au cours de trois premières semaines, lesquels se résorbent quelque fois à la fin du mois à la suite des recettes mobilisées à la dernière semaine. Ce comportement a contribué significativement à la surchauffe observée sur le marché de change et sur celui de biens et services au cours de la période sous analyse.

Graphique 5 : Evolution hebdomadaire des soldes du Trésor



Source : BCC sur base des statistiques du PTR du secteur public produites par la DTO/Ministère des Finances

Globalement, l'exécution du plan de trésorerie de l'Etat en infra-mensuel a affiché des déficits, lesquels ne se sont résorbés que vers la fin du mois. Dans ce contexte, l'impact sur l'économie des financements monétaires infra mensuels ont persisté malgré le renversement des tendances seulement à la fin du mois avant que l'Etat n'ait eu à s'ajuster au mois de juillet. Ces déficits en infra-mensuel sont une source permanente des pressions sur le marché des changes.

#### II.2.2.4. Situation réelle des finances publiques à fin août 2017

La mobilisation des recettes publiques durant les trois premiers trimestres a été supérieure à celle de la période correspondante de l'année passée. Les statistiques provisoires arrêtées à fin août indiquent qu'en cumul annuel, la situation financière de l'Etat affiche un excédent nominal de 69,4 milliards de CDF.

Cependant, lorsqu'on considère les données moyennes mensuelles en dollar américain, afin de neutraliser l'illusion monétaire liée à la dépréciation de la monnaie nationale, on s'aperçoit que loin d'être performante, la situation du Trésor est de plus en plus préoccupante comme le montre le tableau ci-après qui intègre en 2017, la situation accélérée des opérations financières de l'Etat arrêtée à fin août.

Tableau 12 : Recettes et dépenses moyennes mensuelles de 2016 et 2017

RUBRIQUES	2016	2017	VAR. EN %
<b>RECETTES (en millions de CDF)</b>	294 938	334 814	13,5
<b>DEPENSES (en millions de CDF)</b>	329 735	327 520	- 0,7
<b>SOLDES (en millions de CDF)</b>	- 34 797	7 295	121,0
<b>(*) Taux de change moyen</b>	967,1	1 430,2	- 32,4
<b>RECETTES (en millions de USD)</b>	305,0	234,1	- 23,2
<b>DEPENSES (en millions de USD)</b>	341,0	229,0	- 32,8
<b>SOLDES (en millions de USD)</b>	- 36,0	5,1	114,2

Source : BCC et Min. Fin. (DTO) (\*) en CDF pour 1 USD

Ainsi, bien que les recettes moyennes mensuelles de l'année en cours aient augmenté de 13,5 % en CDF comparativement à la période correspondante de l'année passée, elles ont, en réalité, baissé de 23,2 % en USD.

Quant aux dépenses moyennes de trois premiers trimestres, elles ont connu en franc congolais, une légère baisse de 0,8 % comparativement à la même période de l'année passée. Toutefois, lorsqu'on les considère en dollar américain, elles ont régressé de 32,8 % en raison principalement de l'arrêt des paiements du Trésor suivant cette gestion base caisse. Cette situation est à la base du gonflement des encours de paiement aux différents points de stationnement.

#### II.2.2.5 Evolution du plan de trésorerie de la Banque Centrale du Congo

Aux neuf premiers mois de l'année 2017, l'exécution du plan de trésorerie de la BCC s'est clôturée par un déficit de 3,9 milliards de CDF, consécutif aux encaissements de 194,6 milliards et aux décaissements de 198,5 milliards. Ce résultat devrait s'améliorer avec la rentrée des recettes attendues notamment celles relatives aux intérêts attendus du Trésor sur le billet à ordre pour le mois de septembre, soit 4,0 milliards de CDF.

Comparés à leurs prévisions mensuelles, les encaissements et les décaissements ont enregistré des dépassements respectifs de 18,5 % et 20,9 %.

**Tableau 13 : Plan de trésorerie de la BCC en 2016 et 2017 (en milliards de CDF)**

RUBRIQUES	CUMUL ANNUEL FIN SEPT 2016			CUMUL ANNUEL FIN SEPT 2017			VARIATION EN % 2017/2016
	PROGRAM.	EXECUTION	TAUX D'EXEC. En %	PROGRAM.	EXECUTION	TAUX D'EXEC. En %	
ENCAISSEMENTS	121,838	133,954	109,9	164,202	194,565	118,5	45,2
DECAISSEMENTS	121,838	135,315	111,1	164,202	198,494	120,9	46,7
RESULTAT	-	- 1,361		-	- 3,929		- 188,7

Source : BCC

L'analyse des soldes mensuels du plan de trésorerie de la BCC renseigne la réalisation des excédents systématiques au cours de l'année 2017, comme le montre le tableau ci-dessous.

**Tableau 14 : Evolution mensuelle des soldes des opérations financières de la BCC (en millions de CDF)**

Période	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
Solde	7,0	11,0	10,0	5,0	10,0	4,0	5,0	11,0	-3 929,1

Source : BCC

## II.2.3. SECTEUR EXTERIEUR

### II.2.3.1. Balance des paiements

Au premier semestre 2017, le solde global de la balance des paiements affiche un excédent de 414,1 millions de USD, sous l'impulsion principale du bon comportement du compte de capital et d'opérations financières.

Pour rappel, en 2016, la balance des paiements s'était détériorée, affichant un solde négatif de 1,3 % du PIB contre 0,7 % observé en 2015. La contraction du solde du compte de capital et d'opérations financières était à la base de cette situation. Le déficit ainsi dégagé avait été financé par la consommation des réserves de change de la République.

**Tableau 15: Soldes de la balance des paiements (en millions de USD)**

	2015	2016	Var (en %)	1 <sup>er</sup> Sem. 2017
Balance commerciale	- 289,8	- 228,5	- 21,2	- 88,7
Balance des services	- 2 018,3	- 1 685,0	- 16,5	- 791,8
Balance des revenus	- 1 080,5	- 743,8	- 31,2	- 700,5
Balance des transferts courants	1 904,9	1 323,2	- 30,5	919,1
Compte courant	- 1 483,8	- 1 334,1	- 10,1	- 415,6
Compte de capital et opérations financières	1 513,8	897,4	- 40,7	1475,3
Erreurs et omissions	- 283,2	- 64,4	- 77,3	-576,6
<b>Solde global</b>	<b>- 253,2</b>	<b>- 501,1</b>	<b>97,9</b>	<b>414,1</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

### a. Compte courant

Au premier semestre 2017, le solde du compte courant accuse un déficit de 415,6 millions de USD, soit moins de 50 % des niveaux réalisés en 2016 et 2015 comme l'indique le tableau ci-dessus. Toutefois, il y a lieu d'épingler ce qui suit :

- le déficit semestriel du compte des revenus a quasiment atteint le niveau global de 2016. Il résulte notamment de la hausse des intérêts payés sur les investissements ;
- une certaine performance est à noter en ce qui concerne le compte des transferts courants sans contrepartie, sous l'impulsion notamment des transferts d'origine publique.  
Ainsi, il apparaît que les soldes de ces deux comptes pourraient être beaucoup plus importants à fin 2017, comparativement aux deux années précédentes.
- La baisse du déficit commercial résulte essentiellement de la relative progression des exportations boostées notamment par la reprise des cours mondiaux des matières premières.

### b. Compte capital et opérations financières

Le solde du compte capital et d'opérations financières indique un excédent dont le niveau atteint quasiment celui de 2015, comme l'illustre le tableau ci-dessus. Cette performance est à mettre sur le compte de l'amélioration des investissements, étant donné les perspectives de gain alimentées par la reprise des cours notamment des produits miniers et du pétrole.

### c. Moyens de financement

L'excédent de la balance des paiements réalisé, soit 414,1 millions de USD a contribué à l'accroissement des avoirs extérieurs du système bancaire en général et ceux des banques créatrices des monnaies en particulier, sur la période d'analyse.

## II.2.3.2 Le marché des changes

Aux neuf premiers mois de l'année sous revue, le marché des changes a été marqué par une forte dépréciation des taux sur ses différents segments. Par rapport à fin décembre 2016, les cours interbancaire et parallèle se sont dépréciés de 22,5 % et 19,8 % contre les dépréciations respectives de 12,5 % et 21,4 % à la période correspondante de 2016.

**Tableau 16 : Evolution des cours indicatif et parallèle en 2017**

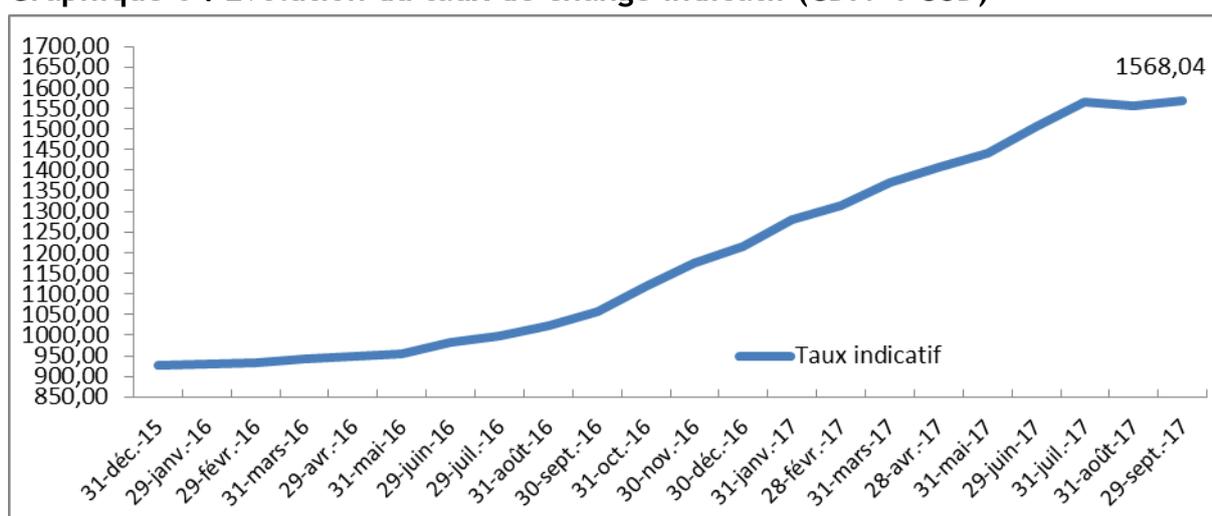
	Taux de change CDF/USD				Var. mensuelle en %				Var. en % par rapport à fin sept. 2016			
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle		
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen
sept.-16	1060,98	1182,00	1215,67	1198,83								
oct.-16	1120,56	1196,40	1212,33	1204,37	-5,32	-1,20	0,27	-0,46	-5,32	-1,20	0,27	-0,46
nov.-16	1175,91	1234,00	1257,33	1245,67	-4,71	-3,05	-3,58	-3,32	-9,77	-4,21	-3,31	-3,76
déc.-16	1215,59	1256,60	1281,67	1269,13	-3,26	-1,80	-1,90	-1,85	-12,72	-5,94	-5,15	-5,54
janv.-17	1280,59	1291,00	1315,00	1303,00	-5,08	-2,66	-2,53	-2,60	-17,15	-8,44	-7,55	-7,99
févr.-17	1314,94	1315,00	1353,33	1334,17	-2,61	-1,83	-2,83	-2,34	-19,31	-10,11	-10,17	-10,14
mars-17	1370,01	1366,00	1388,33	1377,17	-4,02	-3,73	-2,52	-3,12	-22,56	-13,47	-12,44	-12,95
avr.-17	1405,89	1404,00	1415,00	1409,50	-2,55	-2,71	-1,88	-2,29	-24,53	-15,81	-14,09	-14,95
mai-17	1440,37	1435,60	1468,33	1451,97	-2,39	-2,20	-3,63	-2,92	-26,34	-17,67	-17,21	-17,43
juin-17	1507,78	1530,60	1560,00	1545,30	-4,47	-6,21	-5,88	-6,04	-29,63	-22,78	-22,07	-22,42
juil.-17	1565,97	1588,00	1576,67	1582,33	-3,72	-3,61	-1,06	-2,34	-32,25	-25,57	-22,90	-24,24
août-17	1555,62	1569,00	1571,67	1570,33	0,67	1,21	0,32	0,76	-31,80	-24,67	-22,65	-23,66
sept.-17	1568,04	1578,00	1586,67	1582,33	-0,79	-0,57	-0,95	-0,76	-32,34	-25,10	-23,38	-24,24

Source : Banque Centrale du Congo

Toutefois, l'évolution du cours de change, au cours de cette période révèle deux phases :

La première, concerne la période allant de fin décembre 2016 à fin juillet 2017 où les taux indicatif et parallèle ont connu une considérable dépréciation respectivement de 3,21 % et 2,83 % en moyenne mensuelle.

La deuxième, qui couvre les mois d'août et septembre 2017, est plutôt marquée par une accalmie avec une légère dépréciation de 0,1 % en moyenne mensuelle sur le marché interbancaire et une réelle stabilité sur le marché parallèle.

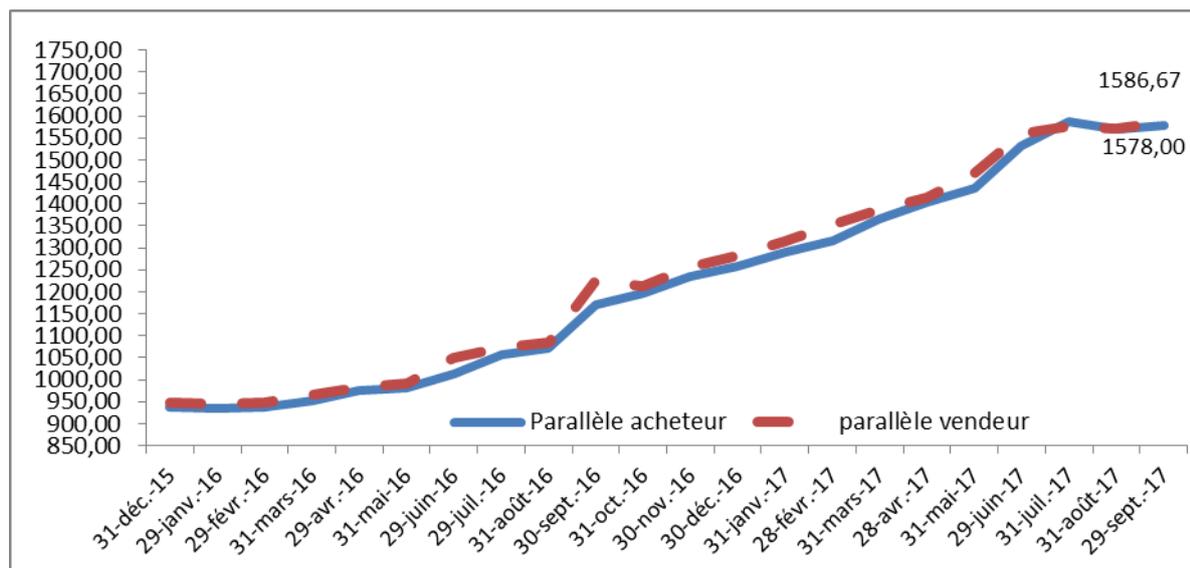
**Graphique 6 : Evolution du taux de change indicatif (CDF/ 1 USD)**

Source : BCC.

Cette situation s'explique notamment par la contraction de la liquidité impulsée par les effets de la révision en 2016 du coefficient de la Réserve obligatoire et le gel des paiements de l'Etat au niveau de la Banque Centrale, eu égard au principe de gestion sur base caisse adopté par le gouvernement à fin juillet.

Ainsi, à fin septembre 2017, les cours indicatif et parallèle se sont respectivement fixés à 1.568,04 CDF et 1.582,33 CDF le dollar américain.

**Graphique 7 : Evolution des taux de change parallèles (CDF/ 1 USD)**



Source : Banque Centrale du Congo

#### ❖ Transactions en devises

Le volume global des transactions sur le marché des changes a atteint 2.444,06 millions de USD à fin septembre 2017, soit un repli de 11,66 % par rapport au niveau observé au cours de la même période en 2016.

**Tableau 17 : Transactions en devises sur le marché des changes** (en millions de USD)

	Cumul à fin septembre 2016	Cumul à fin septembre 2017
Achats	1 586,50	1 465,52
dont BCC	0,00	66,00
Ventes	1 180,15	978,54
dont BCC	150,00	117,9
<b>Total Transactions</b>	<b>2 766,65</b>	<b>2 444,06</b>

Source: B CC

Il sied de noter que la Banque Centrale du Congo est intervenue sur le marché de change par la cession des devises pour un montant global de 117,9 millions de USD afin de lisser les fluctuations du taux de change.

### II.2.3.3 Réserves de change

A fin septembre, l'exécution du budget en devises s'est soldée par une consommation annuelle des devises de 177,4 millions de USD, ramenant ainsi le niveau des réserves de change à 668,03 millions de USD, soit 2,93 semaines d'importations des biens et services.

**Tableau 18 : Evolution des Réserves de change**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	29 sept 2017
En millions de USD	1 272,68	1 634,18	1 745,41	1 644,46	1 405,06	845,44	668,03
En semaines d'importations	7,2	9,35	9,25	7,86	5,80	3,73	2,93

Source : Banque Centrale du Congo

**Tableau 19 : Exécution du budget en devises en 2017 (en millions de USD)**

	cumul 2015	Cumul 2016	31-janv-17	28-févr-17	31-mars-17	28-avr-17	31-mai-17	29-juin-17	31-juil-17	31-août-17	29-sept-17	Cumul 2017
<b>Stock initial</b>			<b>786,30</b>	<b>786,28</b>	<b>753,79</b>	<b>735,92</b>	<b>738,08</b>	<b>717,24</b>	<b>686,30</b>	<b>699,53</b>	<b>667,26</b>	-
<b>I. FLUX PROJETES EN RECETTES</b>	<b>647,32</b>	<b>365,05</b>	<b>31,32</b>	<b>27,03</b>	<b>37,76</b>	<b>43,07</b>	<b>43,31</b>	<b>24,76</b>	<b>75,30</b>	<b>54,17</b>	<b>79,79</b>	<b>416,51</b>
A. Recettes d'exploitation	199,64	74,94	3,53	5,03	5,10	4,00	19,66	5,94	25,15	26,37	51,25	146,05
Redevance de Contrôle de Change	45,36	45,61	3,30	3,78	4,45	3,72	4,16	3,59	4,20	3,34	4,25	34,79
B. Opérations de change	447,68	290,11	27,78	21,99	32,66	39,07	23,65	18,82	50,15	27,81	28,54	270,46
1. Rachats recettes fiscales et non fisc.	280,97	266,71	27,78	21,99	32,66	39,07	23,65	18,82	50,15	27,81	28,54	270,46
2. Rachats Financements extérieurs	31,31	23,40	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Achats interbancaires/Adjudications	135,40	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II. FLUX PROJETES EN DEPENSES</b>	<b>888,89</b>	<b>923,19</b>	<b>90,48</b>	<b>59,51</b>	<b>55,62</b>	<b>40,91</b>	<b>64,15</b>	<b>32,74</b>	<b>62,07</b>	<b>86,45</b>	<b>79,02</b>	<b>593,91</b>
A. Dépenses du Trésor	800,00	516,44	24,53	26,49	48,51	35,35	51,34	29,96	36,19	50,28	49,87	352,52
1. Service de la dette extérieure	199,54	160,41	0,04	5,99	13,24	4,91	27,51	2,83	20,31	6,12	15,05	96,00
2. Paiements diverses créances	67,61	48,40	3,39	3,34	3,28	3,28	3,32	2,83	0,62	0,58	0,58	21,20
3. Fonctionnement	532,85	307,63	21,10	17,16	31,99	27,16	20,51	24,30	15,26	43,59	34,24	235,32
- Fournisseurs	221,23	48,94	8,73	2,94	7,31	6,89	6,53	4,28	4,47	2,98	3,86	47,98
B. Dépenses de la BCC	88,89	406,75	65,95	33,02	7,11	5,56	12,81	2,77	25,89	36,17	29,15	241,39
Ventes interbancaires		268,25	55,50	22,92	-	-	-	-	11,00	25,00	3,50	117,92
<b>BALANCE (I-II)</b>	<b>- 241,57</b>	<b>- 558,14</b>	<b>- 59,16</b>	<b>- 32,49</b>	<b>- 17,87</b>	<b>2,16</b>	<b>- 20,84</b>	<b>- 7,97</b>	<b>13,23</b>	<b>- 32,28</b>	<b>0,78</b>	<b>- 177,40</b>
<b>Stock final (SI+REC-DEP)</b>	<b>1 403,58</b>	<b>845,44</b>	<b>786,28</b>	<b>753,79</b>	<b>735,92</b>	<b>738,08</b>	<b>717,24</b>	<b>709,27</b>	<b>699,53</b>	<b>667,26</b>	<b>668,03</b>	<b>668,03</b>

Source : Banque Centrale du Congo

### II.2.3.4 Service de la Dette

Le service de la dette extérieure effectué à fin août 2017 s'est chiffré à 115,19 millions de USD contre un service prévisionnel pour toute l'année 2017 se chiffrant à 172,45 millions de USD, soit un écart de 57,25 millions de USD. Si au service prévisionnel, on soustrait les 31,00 millions de USD prévus pour les quatre derniers mois de l'année, il se dégage un taux d'exécution de 81,40 %. Le retard observé dans la signature du Contrat de désendettement (C2D) avec l'Agence Française de Développement et l'accord de conversion avec l'Espagne dans le cadre du club de Paris, justifie cet écart.

**Tableau 20 : Service de la dette extérieure par groupe de créanciers  
Du 01<sup>er</sup> janvier au 31 août 2017 (en milliers de USD)**

CRÉANCIERS	Service prévu	Service effectué	Ecart	Taux d'exécution
INSTITUTIONS MULTILATÉRALES	97 137,4	74 451,5	-22 685,9	76,6
CLUB DE LONDRES	-	-	-	-
CLUB DE KINSHASA	17 354,4	20 890,1	3 535,7	120,4
CLUB DE PARIS	57 962,9	19 855,6	-38 107,3	34,3
<b>Total</b>	<b>172 454,6</b>	<b>115 197,2</b>	<b>-57 257,4</b>	<b>66,8</b>

Source: Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) et Banque Centrale du Congo.

### II.2.4. Secteur monétaire

Au cours des huit premiers mois de l'année 2017, la politique monétaire a été conduite dans un environnement économique marqué par des incertitudes intérieures, malgré une nette reprise au niveau de la conjoncture mondiale.

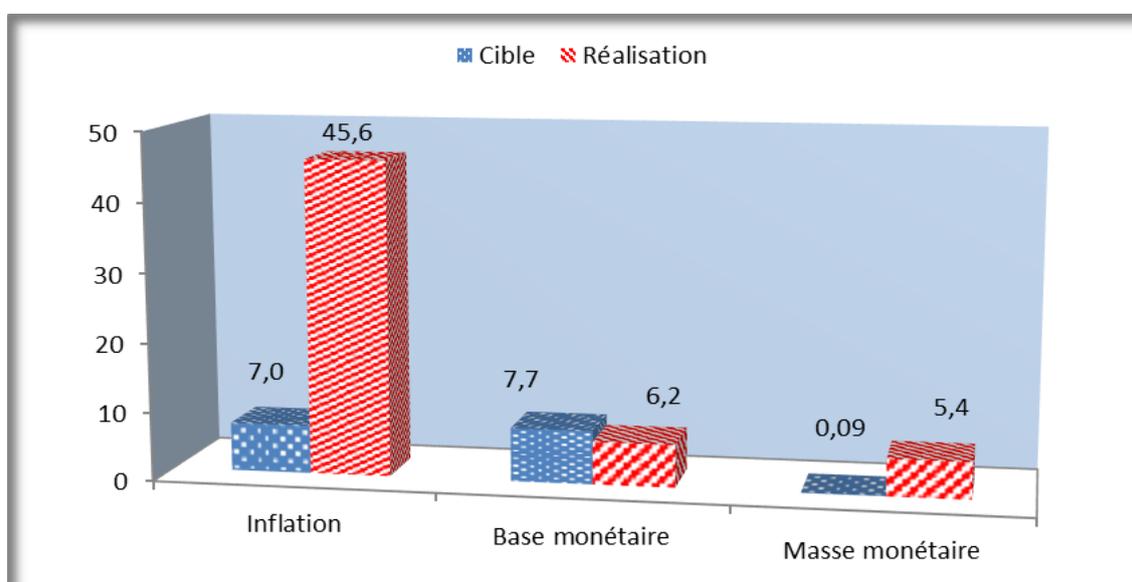
Dans ce contexte, l'activité au niveau du secteur monétaire a été marquée par la mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive via deux relèvements du taux directeur lequel est passé de 7 % à 14 % en janvier et de 14 % à 20 % au mois de juin. La réserve obligatoire a ponctionné de la liquidité au-delà de la programmation. Quant au Bon BCC, son impact sur la régulation de la liquidité a été marginal.

### II.2.4.1. Etat des objectifs de la politique monétaire

A fin août 2017, seule la base monétaire au sens strict a été contenue en deçà de son niveau programmé tandis que les autres objectifs de la politique monétaire, à savoir le taux d'inflation et la masse monétaire hors provisions et dépôts en devise, ont été largement au-dessus de leurs cibles respectives.

En effet, le taux d'inflation s'est établi à 45,62 % en glissement annuel contre une cible annuelle de 7,0 %. Ce niveau élevé est expliqué en partie par la poursuite de la dépréciation de la monnaie nationale qui entraîne le renchérissement des produits importés. Les attermoissements dans la mise en œuvre des réformes vigoureuses du système fiscal, les rigidités structurelles et le contexte intérieur peu sécurisant ne sont pas de nature à infléchir durablement l'inflation.

**Graphique 8 : Objectifs de la politique monétaire à fin août 2017  
(Variation en %)**



Source : Banque Centrale du Congo

En ce qui concerne l'objectif intermédiaire, qui est la masse monétaire hors provisions et dépôts en devises, il a enregistré une variation de 5,4 % contre un accroissement attendu de 0,09 %. Quant à l'objectif opératoire, il a varié de 6,2 % alors qu'il était attendu une variation de 7,7 %.

## II.2.4.2. Evolution des Agrégats Monétaires

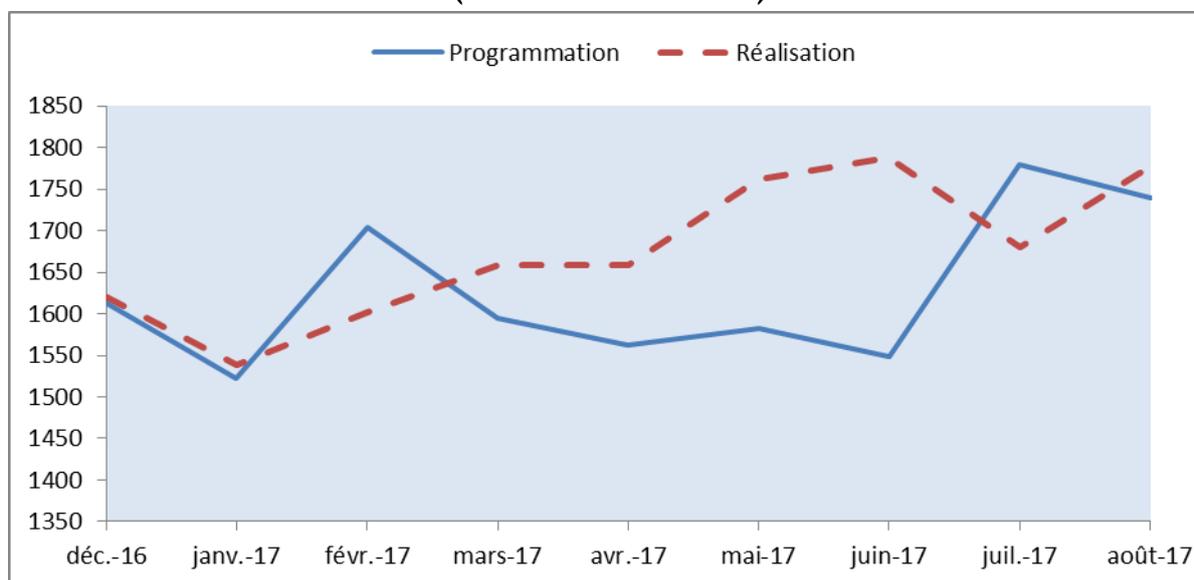
### II.2.4.2.1 Base monétaire

La situation monétaire indique qu'au cours des huit premiers, cet agrégat a atteint un niveau de 1.776,64 milliards de CDF, affichant une progression de 156,77 milliards de CDF, soit 9,7 % de croissance par rapport à fin décembre 2016.

L'analyse des contreparties de la base monétaire atteste que son accroissement est induit principalement par une augmentation des avoirs intérieurs nets impulsés notamment par le refinancement aux banques à hauteur de 113,3 milliards de CDF. Il importe de relever que le gonflement des comptes RME de 121,9 milliards de CDF résulte de la réévaluation consécutive à la dépréciation de la monnaie nationale.

Néanmoins, l'accroissement des avoirs intérieurs nets a été contrebalancé par une diminution des avoirs extérieurs nets, lesquels ont baissé de 262,8 milliards de CDF suite notamment à la forte consommation des devises par l'Etat sur fond de quelques interventions de la BCC en vue de lisser le taux de change.

**Graphique 9 : Evolution de la Base Monétaire réalisée et programmée en 2017  
(en milliards de CDF)**



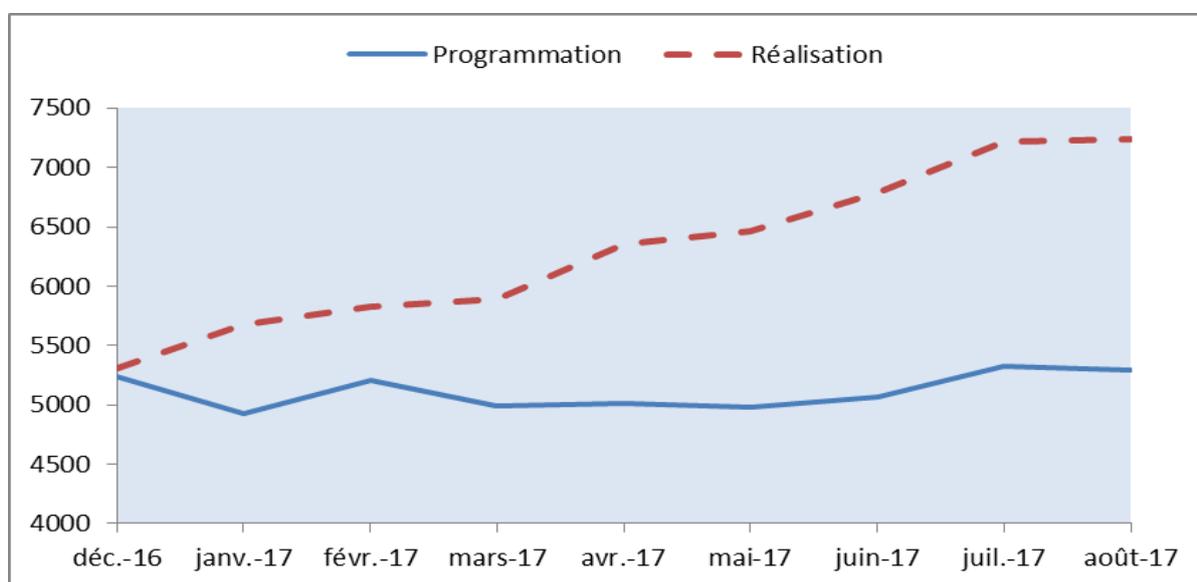
Source : Banque centrale du Congo

Au niveau des composantes, il est noté une hausse de la circulation fiduciaire de 123,3 milliards de CDF au cours de la période, alors que les comptes courants des banques ont enregistré une baisse de 15,5 milliards de CDF.

### II.2.4.2.2 Masse monétaire

A fin août, la masse monétaire s'est accrue de 36,4 % par rapport à fin décembre 2016, s'établissant à 7.240,7 milliards de CDF. Cette évolution est expliquée par le comportement des avoirs intérieurs nets et des avoirs extérieurs nets qui se sont accrus respectivement de 971,8 milliards et de 961,0 milliards. L'accroissement des avoirs intérieurs nets est localisé essentiellement au niveau des créances sur le secteur privé, lesquelles ont progressé de 385,8 milliards, en dépit d'un recul du crédit net à l'Etat de 64,5 milliards.

**Graphique 10 : Evolution de la Masse Monétaire réalisée et programmée en 2017 (en milliards de CDF)**



Source : Banque centrale du Congo

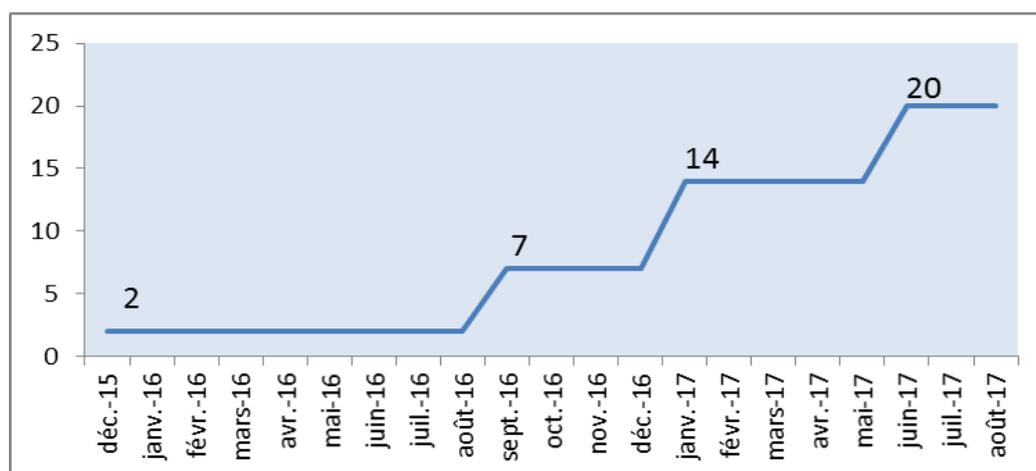
Au niveau des composantes, la hausse de la masse monétaire est reflétée à travers l'évolution des dépôts en devises et de la circulation fiduciaire qui se sont accrus respectivement de 1.841,2 milliards de CDF et 116,1 milliards.

### II.2.4.3. Mise en œuvre des instruments de la politique monétaire

#### a. Taux directeur

Au cours des huit premiers mois de l'année 2017, le taux directeur a été modifié à deux reprises, successivement aux mois de janvier et juin, après son relèvement en septembre 2016 de 2 % à 7 %. Ainsi, il est passé de 7 % à 14 % au mois de janvier, ensuite à 20 % en juin. Ces révisions s'expliquent par l'accélération de l'inflation occasionnée notamment par la dépréciation du franc congolais, imposant à la BCC un rattrapage en vue de garantir à terme un taux directeur positif en termes réels.

**Graphique 11 : Evolution du taux directeur (en pourcentage)**

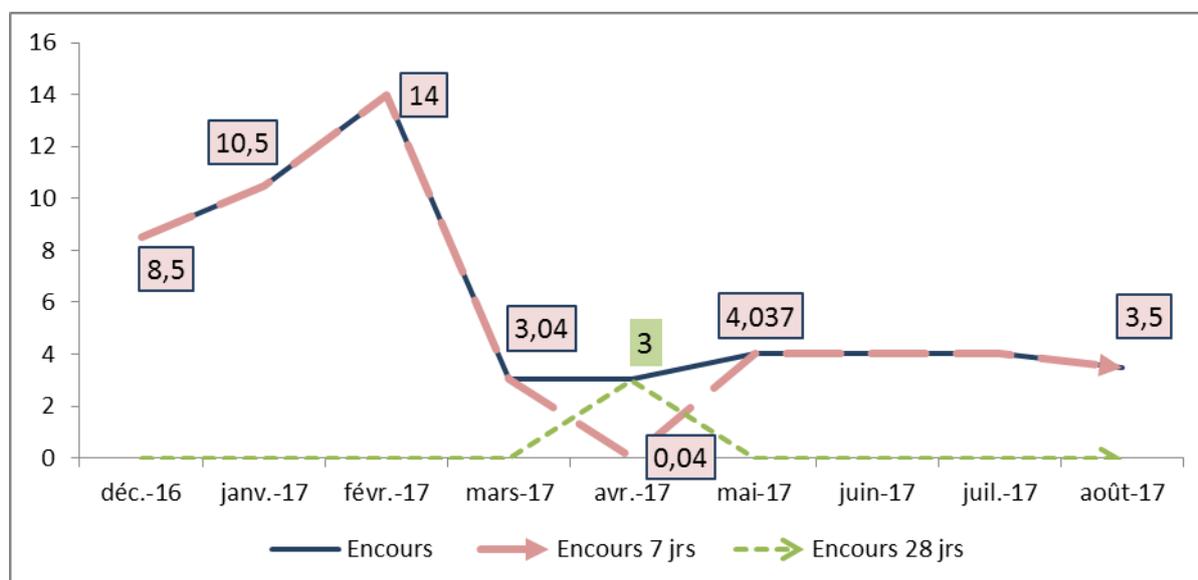


Source : BCC

## b. Evolution du Bon BCC

Au cours de la période sous revue, l'impact du Bon BCC dans la régulation de la liquidité a été marginal. Ainsi, l'encours du Bon BCC s'est situé à 3,5 milliards de CDF à fin août 2017, entraînant une injection de 5,0 milliards de CDF par rapport à fin décembre 2016. L'exigence de la constitution de la réserve obligatoire ayant sensiblement réduit les avoirs libres des banques, a contribué parallèlement à la baisse de l'encours BCC, les banques ne disposant plus des ressources oisives.

**Graphique 12 : Evolution de l'encours des Bons BCC en 2017 (en milliards de CDF)**



Source : Banque Centrale du Congo

Il sied d'indiquer que deux périodes ont marqué le comportement de cet instrument :

- la première, de décembre 2016 à mars 2017, caractérisée par une injection de 5,5 milliards de CDF ;

- la seconde, entre mars et fin août 2017, marquée par une ponction de 0,5 milliard.

Par ailleurs, le taux moyen pondéré appliqué sur le Bon à 7 jours a suivi l'évolution du taux directeur. Au 31 août 2017, le taux dudit Bon s'est situé à 20,0 % contre 4,2 % à fin décembre 2016.

### **c. Coefficient de la réserve obligatoire**

Au terme des huit premiers mois de 2017, le coefficient de la réserve obligatoire a occasionné une ponction de la liquidité au-delà du flux programmé. En effet, sur un flux programmé de 31,91 milliards de CDF, cet instrument a épongé de la liquidité à concurrence de 40,93 milliards.

L'évolution de la réserve obligatoire au cours de l'année 2017 est essentiellement liée à la dépréciation du franc congolais observée sur le marché des changes, dans un contexte d'un maintien du niveau des coefficients. En effet, la réserve obligatoire étant constituée en monnaie nationale, alors qu'elle est calculée sur les dépôts, en grande partie en devises, la dépréciation de la monnaie nationale a donc entraîné un réajustement automatiquement à la hausse du montant à constituer.

Pour rappel, les coefficients qui s'établissaient à 10,0 % et 9,0 % pour les dépôts en devises à vue et à terme en février 2016, sont passés respectivement à 13,0 % et 12,0 % en octobre de la même année.

## **II.2.4.4. Marché Monétaire**

### **a. Offre de la Monnaie centrale par guichet : le marché en banque**

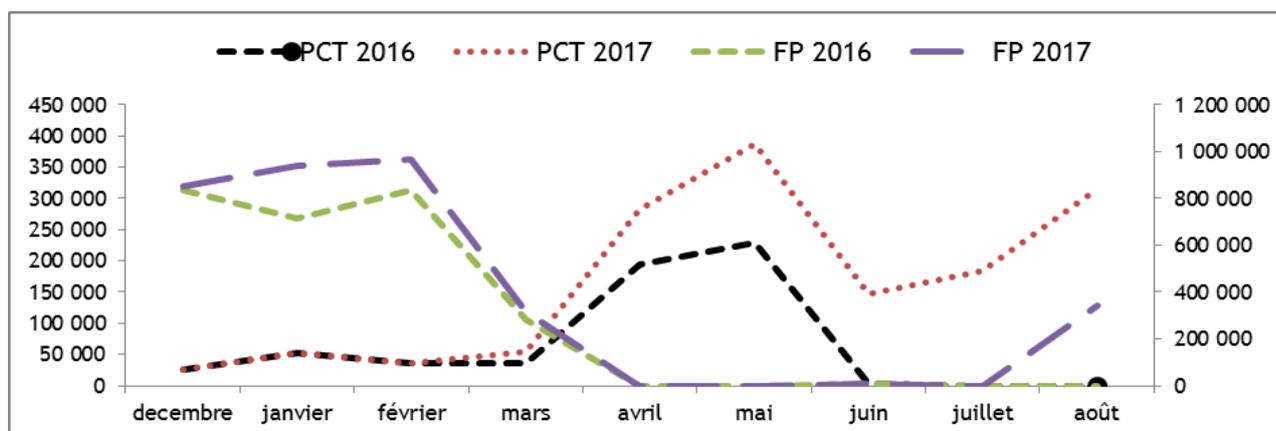
- Guichet des facilités permanentes

A fin août 2017, le guichet des facilités permanentes a affiché un volume de 735,41 milliards de CDF. Ces concours de la BCC ont été réalisés au taux de 21,0 %.

- Guichet de prêt à court terme

Le volume de prêt à court terme s'est situé à 1.179,9 milliards de CDF, dégageant un encours de 76,0 milliards au 31 août. Sur ce guichet, le taux appliqué par la BCC est de 20,0 %.

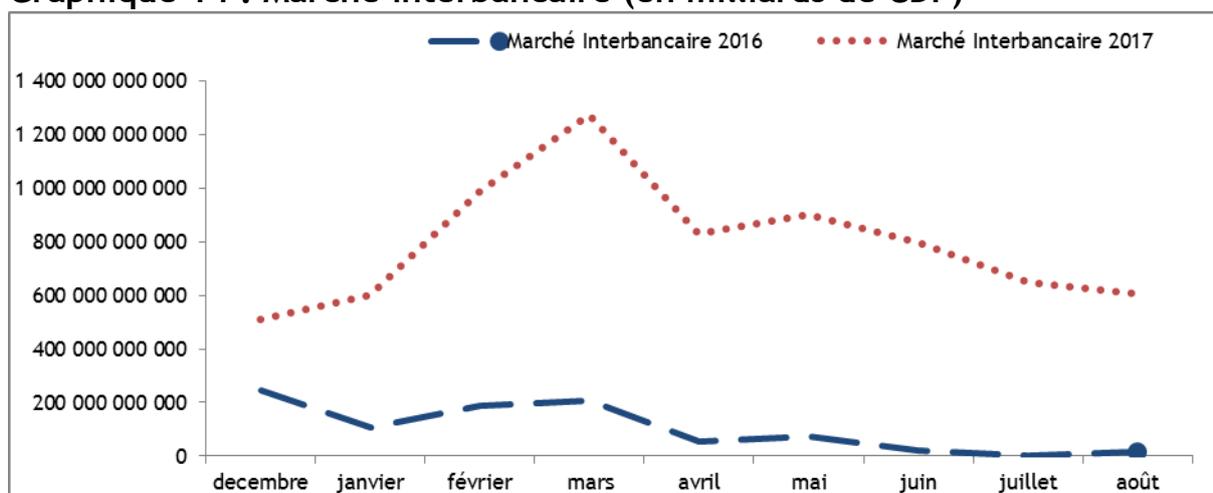
**Graphique 13 : Evolution mensuelle des guichets en banque 2016-2017  
(en milliards de CDF)**



## b. Marché interbancaire

S'agissant du marché interbancaire, le volume des opérations dénouées s'est chiffré à 6.109,5 milliards de CDF au taux d'intérêt moyen pondéré de 12,4 % pour les huit premiers mois de 2017.

**Graphique 14 : Marché interbancaire (en milliards de CDF)**



Source : Banque Centrale du Congo

Sous la période correspondante de 2016, ce marché a enregistré des transactions évaluées à 667,4 milliards de CDF au taux d'intérêt moyen pondéré de 1,7 %.

## II.2.4.5. Evolution de l'activité bancaire

### a. Dépôts de la clientèle

A fin août 2017, globalement les dépôts de la clientèle des banques se sont accrus de 5,6 % par rapport à fin décembre 2016, s'établissant à 3.607,41 millions de USD.

Par contre, comparé au niveau enregistré à la période correspondante de 2016, il est noté un recul de 1,7 %.

S'agissant des dépôts en monnaie nationale, ces derniers sont passés à 344,2 millions de USD à fin août de l'année courante contre 506,7 millions enregistré à fin 2016, décrochant de 32,1 %. Cette chute sensible est liée à la perte du pouvoir d'achat de cette devise locale. Quant aux dépôts en monnaies étrangères, il convient de relever que l'accroissement enregistré, entre fin août 2017 et fin décembre de l'année dernière, est établi à 12,2 %.

La ventilation des dépôts de la clientèle par provenance révèle que ceux de l'administration publique et des ménages se sont accrus respectivement de 18,2 % et de 12,1 % en août 2017 par rapport à fin décembre 2016. Par contre, rapproché à la période correspondante, les différentes composantes desdits dépôts par provenance accusent des baisses, à l'exception des dépôts ménages qui ont progressé de 8,3 %.

Tableau 21 : Evolution des dépôts de la clientèle des banques (En millions de USD)

TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	août-16	déc-16	janv.-17	févr.-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	Variation par rapport à fin décembre 2016	Variation aout. 2017 % aout. 2016
I. Dépôts de la clientèle par Types	3 673,10	3 414,10	3 492,90	3 493,65	3 399,60	3 501,38	3 440,53	3 498,51	3 406,39	3 607,41	5,66	-1,79
(a) Comptes ordinaires	3 032,19	2 719,69	2 805,27	2 804,31	2 683,18	2 753,58	2 750,27	2 804,26	2 710,72	2 870,69	5,55	-5,33
Comptes courants	2 151,24	1 880,55	1 975,94	1 964,69	1 849,93	1 899,51	1 905,63	1 956,67	1 888,61	2 000,07	6,36	-7,03
Comptes de chèques	374,75	341,28	350,59	352,20	348,23	362,46	345,19	342,04	323,98	343,10	0,53	-8,45
Comptes sur livrets	391,11	398,23	382,95	390,74	391,33	409,18	420,03	426,73	421,69	446,57	12,14	14,18
Provisions crédocs	32,96	18,50	15,15	14,74	12,03	11,16	11,17	10,74	11,69	12,38	-33,09	-62,44
Autres	82,12	81,13	80,64	81,95	81,66	71,27	68,24	68,07	64,75	68,57	-15,48	-16,50
(b) Dépôts à terme	604,67	654,78	642,73	644,46	671,04	704,77	647,05	648,83	650,95	689,37	5,28	14,01
(c) Dépôts à regime spécial	36,24	39,63	44,90	44,87	45,38	43,03	43,21	45,43	44,72	47,36	19,50	30,70
II. Dépôts de la clientèle par Monnaies	3 673,10	3 414,10	3 492,90	3 493,65	3 399,60	3 501,38	3 440,53	3 498,51	3 406,39	3 607,41	5,66	-1,79
MN	613,00	506,68	495,67	470,53	427,42	418,73	398,31	383,20	325,03	344,21	-32,07	-43,85
MÉ	3 060,10	2 907,42	2 997,23	3 023,12	2 972,17	3 082,65	3 042,21	3 115,31	3 081,36	3 263,21	12,24	6,64
III. Dépôts de la clientèle PAR PROVENANCE	3 673,10	3 414,10	3 492,90	3 493,65	3 399,60	3 501,38	3 440,53	3 498,51	3 406,39	3 607,41	5,66	-1,79
Administration publique	222,08	141,03	142,96	150,86	127,80	120,41	113,51	114,68	157,37	166,65	18,17	-24,96
Administration publique locale	44,84	29,28	29,43	30,92	57,74	49,56	31,09	25,76	27,39	29,00	-0,95	-35,32
Entreprises publiques	219,61	186,21	180,16	163,17	180,00	145,27	158,57	161,86	144,58	153,12	-17,77	-30,28
Entreprises privées	1 655,99	1 578,20	1 646,48	1 605,45	1 490,93	1 570,67	1 536,47	1 583,76	1 511,61	1 600,82	1,43	-3,33
Ménages	1 530,57	1 479,37	1 493,88	1 543,24	1 543,12	1 615,47	1 600,89	1 612,45	1 565,44	1 657,82	12,06	8,31

Source : Banque Centrale du Congo

## b. Crédits à l'économie

A fin août 2017, les crédits bruts à la clientèle ont connu un repli de 2,47 % par rapport au niveau de décembre 2016. Cette situation est restée identiques par rapport à la période correspondante dont la régression est de 6 %.

S'agissant des crédits par monnaies, on note une contraction respectivement de 41,1 % pour la monnaie nationale et 1,8 % pour les monnaies étrangères.

Quant aux crédits bruts à la clientèle par secteur, seuls les crédits aux entreprises privées se sont accrus de 0,98 % à fin août 2017 en référence à fin décembre 2016. Cette situation est expliquée par les faibles niveaux des avoirs des banques induits notamment par le niveau élevé du coefficient de la réserve obligatoire, ainsi que de l'effet dépréciation de la monnaie nationale.

**Tableau 22 : Evolution des crédits à décaissement à la clientèle  
(en millions de USD)**

Rubriques	août-16	déc.-16	janv.-17	févr.-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	Variation par rapport à fin aout 2016 (en %)	Variation aout. 2017 % aout. 2016 (en %)
Crédits bruts à la clientèle	2 571,60	2 465,96	2 385,60	2 341,13	2 338,88	2 372,51	2 302,55	2 347,36	2 271,02	2 405,04	-2,47	-6,48
1. Crédits nets par terme	2 326,59	2 239,88	2 086,66	2 043,28	2 042,78	2 055,75	2 064,85	2 073,61	1 975,29	2 114,89	-5,58	-9,10
Crédits à long terme	241,37	211,95	209,86	211,08	211,66	216,11	123,91	211,21	204,28	216,34	2,07	-10,37
Crédits à moyen terme	575,11	600,17	571,66	574,22	579,85	593,52	655,76	537,72	471,01	546,46	-8,95	-4,98
Crédits à court terme	335,12	331,85	290,15	323,27	347,04	327,42	319,84	267,76	325,38	305,62	-7,90	-8,80
Découvert bancaire	950,41	920,45	866,26	802,16	799,35	834,96	770,85	863,21	793,58	856,24	-6,98	-9,91
Crédits nets en souffrance	224,58	175,47	148,74	132,55	104,88	83,73	194,50	193,71	181,04	190,24	8,42	-15,29
2. Provisions pour crédits par monnaies	245,01	226,08	298,93	297,86	296,10	316,76	237,69	273,75	295,73	290,15	28,34	18,42
Ventilation des crédits par monnaies	2 326,59	2 239,88	2 086,66	2 043,28	2 042,78	2 055,75	2 064,85	2 073,61	1 975,29	2 114,89	-5,58	-9,10
MN	238,39	219,37	222,39	212,79	193,64	166,53	174,89	195,45	154,96	129,27	-41,07	-45,77
ME	2 088,20	2 020,51	1 864,28	1 830,48	1 849,13	1 889,22	1 889,96	1 878,16	1 820,33	1 985,62	-1,73	-4,91
Crédits bruts à la clientèle par secteur	2 571,60	2 465,96	2 385,60	2 341,13	2 338,88	2 372,51	2 302,55	2 347,36	2 271,02	2 405,04	-2,47	-6,48
Administration publique	165,11	138,89	124,94	128,79	88,24	80,06	97,76	73,92	65,12	68,96	-50,35	-58,23
Entreprises publiques	105,95	175,90	104,40	114,73	174,95	121,31	119,89	127,01	164,70	174,42	-0,84	64,62
Entreprises privées	1 600,65	1 539,20	1 535,33	1 487,47	1 468,89	1 506,46	1 442,53	1 531,01	1 467,69	1 554,30	0,98	-2,90
Ménages	699,89	611,97	620,93	610,15	606,80	664,69	642,37	615,41	573,51	607,36	-0,75	-13,22

Source : Banque Centrale du Congo

### III. PERSPECTIVES A COURT TERME DE QUELQUES INDICATEURS MACROECONOMIQUES

#### 3.1 Evolution récente

Au cours du premier semestre 2017, le franc congolais avait perdu 17,1 % de sa valeur, se négociant à 1.465,86 CDF le dollar américain à fin juin 2017 contre 1.215,6 CDF à fin décembre 2016, soit un taux de dépréciation de trimestriel moyen de 10,2 %.

Cependant, à la suite de certaines mesures prises par le Gouvernement de la République et par la Banque Centrale du Congo à fin juillet 2017, il s'est observé un léger ralentissement du rythme de dépréciation durant le troisième trimestre de l'année, laquelle a atteint 6,51 %, situant le taux de change à 1.568,04 CDF à fin septembre 2017.

Ces mesures concernent notamment une gestion des Finances Publiques sur base caisse en vue d'éviter tout risque du financement monétaire et un accompagnement idoine de la politique monétaire et de change.

### 3.2 Scenarii plausibles

Les perspectives à fin décembre 2017 restent fortement tributaires de l'orientation des politiques budgétaire et monétaire au cours du dernier trimestre. Ceci donne lieu aux scenarii présentés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 23 : Prévisions du taux de change indicatif**

	Réalizations			Prévisions à fin décembre 2017	
	Fin décembre 2016	Fin juin 2017	Fin septembre 2017	Scénario 1 (politique inchangée)	Scénario 2 (relâchement progressive des mesures)
Taux de change indicatif fin période (USD)	1.215,6	1.465,86	1568,04	1.692,75	1.995,35

Source : BCC

Le Scénario 1 postule le maintien des politiques actuelles en termes de poursuite de l'austérité budgétaire sur fond d'une gestion des finances publiques sur base caisse, appuyée par une politique monétaire restrictive et de change flexible en vue d'un lissage éventuel du taux.

Les simulations faites à ce sujet indiquent que dans ce contexte, le taux de change fin période se situerait à 1.692,75 CDF le dollar américain, occasionnant une dépréciation de 28,19 % contre 23,91 % en 2016.

Seulement au regard du comportement historiquement inflationniste du dernier trimestre en raison des festivités de fin d'année, il est peu probable que la rigueur actuelle porte, sans soulever des mécontentements au plan social.

Ainsi, le scénario 2 table sur un possible relâchement des contraintes actuelles au plan des dépenses de l'Etat sans que la « digue » ne cède totalement. Dans un tel cas, la monnaie nationale se déprécierait de 39,07 %, contre une dépréciation de 23,91 % en 2016. Ainsi le taux de change fin période avoisinerait 2.000 CDF/1USD. Il va s'en dire que la dépréciation de la monnaie nationale dans ce contexte sera directement proportionnelle à l'impulsion du volume des dépenses de l'Etat.

Dans tous les cas, ces risques de dépréciation devraient nourrir la formation des prix intérieurs. Ainsi, le taux d'inflation fin période, suivant les deux scénarii, devrait se situer dans la fourchette de 57,06 % à 75,73 % contre une réalisation de 23,6 % à fin 2016.

**Tableau 24 : Prévisions du taux d'inflation INS**

	Réalisations	Prévisions à fin décembre 2017	
	Fin décembre 2016	Scénario 1 (politique inchangée)	Scénario 2 (relâchement progressive des mesures)
Taux d'inflation INS (en %)	23,6	57,06	75,73

Source: BCC

### 3.3 Orientation des politiques macroéconomiques

Compte tenu de ce qui précède, il est indispensable que soit renforcée la coordination des politiques budgétaires, monétaire et de change.

**La politique budgétaire** devra demeurer austère mais flexible, l'objectif visé étant non pas un déficit journalier nul mais de faibles déficits en infra mensuel, et une situation d'équilibre ou même de faible déficit à fin mois. Dans ce cadre, le comportement du Gouvernement devra notamment :

- privilégier l'accroissement de la mobilisation des recettes, via notamment la mise en exécution de certaines réformes à impact immédiat, contenues dans la matrice des réformes du Comité Stratégique ;
- privilégier la paie des salaires et autres dépenses à caractère éminemment social afin d'atténuer les tensions sociales éventuelles ;
- veiller sans cesse à la qualité de la dépense en raison de son impact social ou économique au regard des recettes mobilisées.

**La politique monétaire** devrait rester restrictive et ses instruments devront être orientés en parfaite synergie avec les instruments budgétaires en ce dernier trimestre de l'année qui est généralement caractérisé par des pressions sur le marché. Dans ce cas, l'Institut d'Emission pourrait être amené à augmenter une nouvelle fois son principal taux directeur.

**La politique de change** devrait intégrer la nécessité pour les importateurs, de renforcer leurs stocks des marchandises en prévision des festivités de fin d'année. Ce qui nécessite une offre supplémentaire de la devise. A ce sujet, la BCC devrait

rester alerte sur le marché des changes pour n'acheter que le surplus éventuel d'offre des devises des banques. En effet, au regard des indications de la balance des paiements, l'économie connaît déjà un accroissement de l'offre des devises, canalisée principalement vers les banques. Cette politique pourra se dynamiser davantage à la faveur de la réforme du code minier en cours au niveau du parlement.

**Les politiques structurelles** doivent être mises en œuvre dans le but principalement d'accroître l'offre intérieure, prioritairement l'offre alimentaire, afin de promouvoir l'autosuffisance alimentaire, réduire les importations alimentaires et de contribuer ainsi efficacement à la stabilité des prix intérieurs.

-----